Rapport D'activité 2024

Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire





ÉDITO

2024 a produit un bon cru. Une première action remarquable a été le nouvel organigramme, coconstruit, dont l'une des initiatives les plus visibles a été la transformation de la direction des infrastructures en pôle à part entière. Notre première station de recharge ultra-rapide à Saint-Jean-de-Linières ainsi que nos nouvelles bornes résidentielles ont marqué un véritable second souffle pour nos IRVE, malgré les obstacles administratifs considérables. Nous avons également renforcé notre engagement en faveur des énergies renouvelables, toutes filières confondues, et notamment la chaleur renouvelable avec des réalisations concrètes : cinq nouvelles chaufferies ont vu le jour et plusieurs projets de réseaux de chaleur ont été lancés. Ces avancées sont autant de preuves de notre volonté de transformer les promesses de la transition énergétique en réalité.

Mais 2024 a aussi été une année de défis. Nous avons affronté des ruptures dans les chaînes de valeurs, mettant parfois la continuité et la qualité de nos travaux en péril. Nous avons adapté et amplifié nos actions dans un contexte budgétaire complexe et répondu aux attentes croissantes de nos adhérents. Et nous avons fait face aux différents chocs exogènes, au premier rang desquels les vols de câbles d'éclairage public. Ces épreuves ont été relevées grâce à une mobilisation collective exemplaire. Je tiens à saluer le travail des équipes, des élus et de nos partenaires pour leur capacité à trouver des solutions, même dans les moments les plus difficiles. Dans un contexte où les tensions industrielles et les pénuries croissantes de main-d'œuvre constituent des enjeux majeurs, la qualité du service repose sur notre aptitude à travailler ensemble, à anticiper les difficultés et à mettre en œuvre des solutions innovantes. C'est en unissant nos compétences et nos ressources que nous parviendrons à maintenir des standards d'excellence et à garantir un niveau de service exemplaire. 2024 a aussi été l'année du renouvellement de notre convention relative à la transition énergétique avec Enedis. Cette convention approfondit sensiblement les axes et actions déjà engagées sur la première période et élargit la coopération sur quatre nouvelles thématiques. Le plan d'actions est plus concret et le pilotage du partenariat est renforcé, nous laissant entrevoir ainsi une très belle coopération sur la période 2024-2027, avec des innovations notamment s'agissant de notre faculté à évaluer efficacement le bilan carbone de nos chantiers. L'année s'est terminée avec cette consultation décisionnelle sur le changement de nom éventuel du syndicat, pour rejoindre la marque Territoire d'énergie lancée par la FNCCR. Près de deux délégués sur trois ont souhaité conserver notre nom actuel qui, pour beaucoup, symbolise le lien très fort que nous avons tissé depuis un siècle avec nos communes ; un arbitrage clé qui veut dire beaucoup à la veille de la célébration de notre centenaire!

> Jean-Luc DAVY Président du Siéml

FAITS MARQUANTS	4
PROJETS STRATÉGIQUES ET GOUVERNANCE	5
GÉRER LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION D'ÉNERGIE 8	3
MAÎTRISER LA DÉPENSE ÉNERGÉTIQUE 10	
DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES 12	2
DÉVELOPPER LA MOBILITÉ ALTERNATIVE 14	4
PARFAIRE LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE 16	5
OPTIMISER ET PILOTER L'ÉCLAIRAGE PUBLIC 18	3
MUTUALISER LA GESTION DE LA DONNÉE 20	
COOPÉRATION RÉGIONALE 21	
RESSOURCES FINANCIÈRES 22	2
RESSOURCES HUMAINES 24	4
ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET COMMUNICATION 26	5
ANNEXES 28	3

Directeur de la publication

Jean-Luc Davy, président

Co-directeur de la publication

Emmanuel Charil. directeur général des services

Comité de rédaction

Katell Boivin, responsable communication Élise Tricard, directrice générale adjointe pôle COR

Conception graphique

Manuela Huot-Tertrin, chargée de conception graphique

Crédits photographiques

Siéml sauf mentions contraires

Impression: Faguier / Juillet 2025





























projets stratégiques et gouvernance

Piloter et structurer

2024 a été marquée par la création d'une cellule d'appui stratégique au sein de la direction générale. Elle regroupe la gouvernance et le secrétariat des assemblées, le contrôle des concessions et des satellites ainsi que, et c'est nouveau, la démarche de responsabilité sociétale des organisations et l'expertise juridique. Le rattachement de la RSO et des affaires juridiques à la direction générale marque à la fois une reconnaissance accrue de leur dimension stratégique et une tentative d'allègement de la charge portée actuellement par le pôle ressources. Cette nouvelle cellule, animée par le DGS, conforte également la dimension « régalienne » de la gouvernance et du contrôle des concessions.

De la feuille de route stratégique aux projets de services

Après l'adoption de sa feuille de route pour la mandature en 2021, le Siéml a souhaité décliner ce document stratégique en projets de services opérationnels. La direction générale a impulsé une démarche de co-construction au niveau de l'équipe des cadres et a animé ce travail collectif entre 2023 et 2024. C'est la première fois de son histoire que le Siéml se livre à cet exercice.

GARANTIR UN FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE ET FLUIDE

- → Création d'annuaires territorialisés.
- -> Dynamisation du management intermédiaire.
- → Renforcement du contrôle des satellites et de l'évaluation des politiques publiques.

RENFORCER LA STRUCTURE JURIDIQUE ET LA TRANSPARENCE

- Clarification et sensibilisation aux diverses procédures juridiques.
- → Rédaction d'une charte de la déontologie des agents du Siéml.
- → Lancement des travaux pour la réforme des statuts.

TRANSFORMER L'ACTION PUBLIQUE PAR UNE APPROCHE RESPONSABLE

- → Audit de mi-parcours pour le maintien du label LUCIE 26000.
- → Soutien exceptionnel du Siéml aux actions d'aide d'urgence à Mayotte.
- → Participation au programme régional « transitions écologiques et sociétales ».

engagements réalisés sur les 43 pris dans le plan de progrès triannuel RSO

engagements en cours de réalisation

CAP SUR 2025

VERS DE NOUVEAUX STATUTS

Avant le terme de la mandature, le Syndicat envisage de modifier ses statuts pour y intégrer de nouvelles activités en matière de systèmes d'informations géographiques, de réseaux d'objets connectés et autoconsommation collective. La modification statutaire sera également l'occasion de clarifier ses domaines d'intervention et de préciser les modalités de sa gouvernance.

Le comité syndical

LES MEMBRES DU BUREAU AU 31 DÉCEMBRE 2024



Denis

CHIMIER



Jean-Michel

Christophe

Baugeois Vallée

POT

Éric

TOURON

Thierry

TASTARD

MARY





















LES DÉLÉGUÉS TITULAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2024

- → Angers Loire Métropole Louis-Luc Bellard, Robert Biagi, Daniel Bourgeois, Denis Chimier, Robert Desœuvre, Guy Duperray, Jérémy Girault, Éric Godin, Yann Guegan, Arnaud Hie, Jacques-Olivier Martin, Gérard Moisan, Jean-François Raimbault, Philippe Reverdy, Franck Poquin, Thierry Tastard, Didier You
- → Aniou Bleu Dominique Lardeux, Yves Mary
- → Anjou Loir et Sarthe Jean-Luc Davy, Delphine Stroesser
- → Baugeois Vallée Adrien Denis, Christophe Pot

→ Choletais

Christine Decaëns, Dominique Hervé, Annick Jeanneteau, Alain Morinière, Frédéric Pavageau, Joëlle Poudré

- → Loire Lavon Aubance Pierre Brosselier. Priscille Guillet. Sylvie Sourisseau
- → Les Mauges Jacques Bigeard, Patrice Grenouilleau, Jean-Michel Mary, Paul Nerrière, Denis Raimbault, Bruno Rochard et Teddy Tramier
- → Saumur Val de Loire David Bernaudeau, Éric Mousserion, Dominique Pontoire, Gilles Talluau, Éric Touron
- → Vallées du Haut-Anjou David Georget, Virginie Guichard

réunions territoriales, soit 2 réunions par an dans chaque collège électoral

ZOOM SUR

NOUVELLE FORMULE

et les équipes du syndicat

après une première partie

d'informations générales qui reste indispensable, des ateliers thématiques sont organisés à

chaque session par les équipes

du syndicat pour rentrer en

des collectivités et renforcer

l'accompagnement du Siéml.

profondeur dans un sujet d'actualité, écouter les retours

LES RÉUNION TERRITORIALES,

Ces rencontres entre les adhérents

constituent un moment privilégié pour échanger sur les nombreux sujets d'actualité du secteur de l'énergie. Depuis un an, le Siéml a

revu le format de ces rencontres :

participants soit une hausse de 26% par rapport à 2023

ateliers thématiques : - trame sombre départementale; - bâti public, quels besoins dans vos communes?

DU MOUVEMENT AU SEIN DES INSTANCES

Deux élus ont rejoint une des instances du Siéml, à savoir le comité syndical et le Bureau : le 3 février 2024, les délégués du comité syndical ont élu à la majorité Dominique Lardeux en tant que membre du Bureau. Depuis décembre 2024, Grégoire Lainé représente Angers Loire Métropole en tant que délégué suppléant au comité syndical.

→ Liste des délégués et des représentants (titulaires et suppléants) sur www.sieml.fr/les-elus



^{*} Jacques-Olivier Martin nous a quitté le 4 mai 2025.

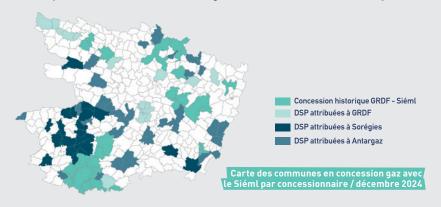
Gérer Le service **PUBLIC DE** La Distribution d'énergie

Les concessions gazières

Le Siéml possède la compétence optionnelle d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz (AODG). Dans ce cadre, le syndicat contrôle la bonne application des dispositions des cahiers des charges de concessions et participe activement au développement de projets d'écosystèmes gaziers innovants sur les territoires. Depuis fin 2022, le nouveau traité concessif signé avec GRDF sur le périmètre historique du syndicat définit également un ensemble d'engagements d'investissements en matière de fiabilisation et modernisation des ouvrages et de transition écologique des territoires.

Des concessions gazières dynamiques

- → Suivi des nouveaux indicateurs de performance et de sécurité définis dans le cadre du renouvellement contractuel avec GRDF.
- → Poursuite des actions Siéml-GRDF en faveur de la transition énergétique des territoires: territorialisation des objectifs nationaux, bilan carbone, pyrogazéification.
- → Animation d'une concertation multi-acteurs pour la préfiguration du poste de rebours de Trémentines (collectivités, porteurs de projets et gestionnaires de réseaux).
- → Lancement d'une étude prospective sur la décarbonation de la chaleur et la planification de retrait localisé d'actifs gaziers.
- → Soutien au développement de divers écosystèmes gaziers locaux : dorsale biogazière des Mauges, projet d'économie circulaire de Lasse (Noyant-Villages), écosystème du Douessin, dorsale biogazière sur les Vallées du Haut-Anjou.



concessions gazières concédées

par le Siéml à GRDF (9), Sorégies (6) et Antargaz (8)

communes ou communes déléguées en concession Siéml

sites d'injection de biométhane en service

% soit le ratio entre la production locale de biogaz et la consommation de gaz sur le périmètre GRDF-Siéml

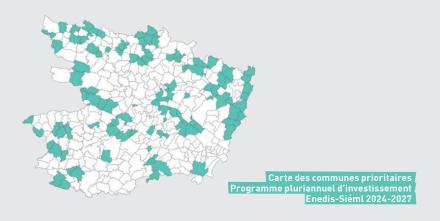
La concession électrique

En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, le Siéml s'assure de la bonne exécution des missions de service public confiées aux concessionnaires Enedis et EDF dans le cadre du contrat de concession départemental. Il suit également les engagements contractuels d'investissements du gestionnaire de réseau pour la fiabilisation et la sécurisation du patrimoine concédé.

Un nouveau programme d'actions et d'investissements 2024-2027

- → Lancement et suivi du nouveau programme pluriannuel d'investissements pour la période 2024-2027 sur les zones prioritaires du département (cf. carte et tableau ci-dessous).
- → Signature de la nouvelle convention de partenariat Enedis-Siéml en faveur de la transition énergétique pour la période 2024-2027 au Congrès national de la FNCCR de Besançon.
- → Structuration d'une étude régionale sur l'évaluation des politiques de maintenance et de rénovation programmée du concessionnaire Enedis.
- → Poursuite du partenariat Enedis-Siéml pour la réalisation de fresques sur les postes de transformation dans le cadre de chantiers jeunes sur les territoires (9 en 2024).
- → Restitution de la démarche d'Enedis de fiabilisation des réseaux fils nus sur le département.

Investissements	Engagement 2024-2027	Prorata par an	Engagement 2024-2027
Investissements pour la performance du réseau			
Climatique-sécurisation	2 760 k€	690 k€	541 k€
Modernisation des réseaux	8 040 k€	2 010 k€	3 220 k€
Investissements motivés par des exigences environnementales et contraintes externes			
Sécurité et obligations réglementaires	200 k€	50 k€	127 k€
TOTAL	11 000 k€	2 750 k€	3 888 k€



ZOOM SUR

LES 7 AXES PRIORITAIRES INSCRITS DANS LA CONVENTION TRANSITION ÉNERGÉTIQUE **ENEDIS-SIÉML**

- La maîtrise des consommations électriques.
- L'intégration des énergies renouvelables.
- Le développement vertueux des nouveaux usages.
- La planification et la prospective énergétique.
- Le bilan carbone de la concession.
- La lutte contre la précarité énergétique.
- Les opportunités d'expérimentations locales.

23346 kilomètres de réseaux haute et basse tension

usagers (+ 1 % par rapport à 2023)

TWh d'énergie acheminée (+ 0,4 % par rapport à 2023)

installations de production (+ 25 % par rapport à 2023)

TWh d'énergie produite (- 6 % par rapport à 2023)

% soit le ratio entre la production locale d'électricité renouvelable et la consommation d'électricité

minutes soit le temps moyen de coupure par an et par usager de la concession, hors incident exceptionnel (- 5 % par rapport à 2023)

maîtriser La Dépense énergétique

Avec le conseil en énergie et les groupements d'achat

Après une phase de croissance soutenue, l'équipe des conseillers en énergie a atteint une stabilité qui renforce sa capacité à accompagner les collectivités. Ces dernières peuvent s'appuyer sur son expertise pour optimiser la performance énergétique de leurs bâtiments et accéder à des dispositifs d'aides financières. En 2024, le Siéml a fait évoluer ces aides, afin qu'elles soient plus lisibles et plus adaptées aux besoins. L'accent a également été mis sur la mobilisation de financements extérieurs – notamment via le programme ACTEE – pour les fonds propres du syndicat et pour ses adhérents. Enfin, la coordination des groupements d'achat d'électricité et de gaz reste un axe fort de l'action du Siéml, contribuant à sécuriser les approvisionnements énergétiques des collectivités.

Renforcement des aides à l'investissement en matière d'économies d'énergie

- → Refonte du programme BEE 2030 pour encourager les rénovations globales et performantes et proportionner l'aide selon un nombre de critères atteints (nature du bâtiments, type de travaux...).
- → Un dispositif complété par deux nouvelles aides pour les bâtiments neufs passifs plus performants que la réglementation et en cas de renforcement de toiture pour une installation photovoltaïque.
- → Une année marquée par une très forte hausse du nombre de dossiers déposés par les collectivités pour bénéficier du programme BEE 2030.
- → Un engagement financier d'ampleur de plus de 3 M€ pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre d'actions de maîtrise de l'énergie et d'intégration d'énergies renouvelables sur la patrimoine bâti public.

Évolution du programme BEE de 2020 à 2024



Appel à projet 1 Appel à projet 2 / Nombre de dossiers subventionnés

collectivités bénéficiaires

M€ d'enveloppe financière 2024 pour le programme BEE 2030, dont :

> M€ pour la rénovation thermique

M€ pour les installations de production d'énergies

renouvelables thermiques (EnR th)

k€ pour les bâtiments neufs passifs ou le renforcement de toitures PV

Le conseil en énergie et la mutualisation au cœur du dispositif

La performance énergétique des bâtiments publics est au cœur de la démarche des collectivités pour réduire leurs consommations énergétiques. Elles peuvent s'appuyer sur l'expertise de 7 conseillers en énergie/économes de flux. En 2024, le service a élargi son champ d'actions en proposant de la formation et des temps de rencontres entre élus et techniciens.

- → Organisation d'une formation sur les matériaux biosourcés pour enrichir la connaissance des élus et des techniciens des collectivités et les aider à s'orienter dans leurs projets de rénovation (avec EchoBat).
- → Organisation à l'attention des élus et des techniciens de collectivités de visites de terrain et retours d'expérience sur les thématiques de la rénovation énergétique des groupes scolaires (Saint-Barthélemy-d'Anjou), de l'efficacité énergétique dans une commune rurale (Miré) et d'un projet de rénovation dans une commune rurale (Coudray-Macouard).







Groupements d'achat d'énergie et stratégie d'achat

- → Le Siéml, coordinateur du plus important groupement d'achats d'énergie en Maine-et-Loire : un marché de gaz naturel pour la période 2024-2026 et marché d'électricité pour 2024-2025.
- → Lancement du marché subséguent électricité 2026-2027.
- → Anticipation des prises de position sur les marchés de gros pour obtenir les prix les plus bas possibles et lisser l'évolution des prix dans le temps.
- → Organisation de deux webinaires pour présenter la facturation, les tarifs 2024, ainsi que les nouvelles procédures de détachement et rattachement aux nouveaux fournisseurs.
- → Informations sur l'évolution des aides gouvernementales 2024 (bouclier tarifaire et amortisseur électricité)

conventions de conseil en énergie dont 6 nouvelles adhésions et 27 renouvellements

audits et études énergétiques et 13 études de faisabilité pilotés

ZOOM SUR

MUTUALISATION D'APPELS À PROJETS FONDS CHÊNE

L'appel à projets Fonds Chêne s'inscrit dans le cadre du dispositif ACTEE porté par la FNCCR. Il permet d'accompagner les projets de rénovation énergétique des bâtiments publics. Le Fonds Chêne s'organise avec trois appels à candidatures par an. Toutes les collectivités sont éligibles mais la mutualisation est encouragée. Les communes inférieures à 3500 habitants doivent être rattachées à un groupement, donc à une structure éligible qui joue un rôle de coordinateur. Le Siéml joue ce rôle en Maine-et-Loire et a centralisé sa propre candidature, celle de la CCI et de 16 collectivités lors des 3 appels à projets, pour un montant global d'aides de 1.15 M€. À noter : la création d'emplois avec 12 postes d'économes de flux créés ou reconduits.

> membres pour le marché de gaz naturel

pour le marché d'électricité

points de comptage vers les nouveaux fournisseurs d'énergie

Développer Les énergies renouvelables

Expérimenter, coopérer et faciliter

Chaleur renouvelable, solaire, biogaz...

Au travers d'accompagnements clé en main, d'aides financières ciblées, d'une implication active dans les réseaux d'acteurs locaux et régionaux, d'une coopération renforcée avec les partenaires et d'une mise à disposition d'outils partagés, le Siéml soutient et accélère le développement des énergies renouvelables sur le territoire. En 2024, une nouvelle offre pour les projets d'autoconsommation collective a vu le jour, issue d'une expérimentation locale. Un contrat d'objectifs ambitieux a également été signé avec l'ADEME et de nouveaux outils développés pour favoriser un dialogue territorial déjà bien engagé.

Accompagnement clé en main pour les projets de chaleur renouvelable

COMPÉTENCE CHALEUR RENOUVELABLE

- → Transfert de la compétence chaleur renouvelable par les communes de Beaulieu-sur-Layon, Durtal et Saint-Léger-sous-Cholet, portant à dix le nombre de communes accompagnées dans la conception de leur chaufferie
- → Mise en service de six chaufferies bois exploitées par le Siéml : Saint-Augustin-des-bois, Cantenay-Épinard, Sarrigné, Val-du-Layon, Rou-Marson et Angrie et une première année d'exploitation très positive.
- → Perspective de mise en service de onze nouvelles chaufferies tout en continuant l'exploitation de celles déjà en place (objectif d'une dizaine d'installations supplémentaires par an).
- → Création d'une nouvelle unité « maîtrise d'ouvrage des systèmes énergétiques » pour accompagner le développement des chaufferies bois, mais aussi de la géothermie, et, à terme, d'installations PV en toiture.

COMPÉTENCE RÉSEAU DE CHALEUR ET DE FROID

- → Transfert de compétence de la commune de Sèvremoine, soit cinq communes accompagnées pour la mise en œuvre et l'exploitation d'un réseau de chaleur.
- → Création d'un budget annexe dédié et vote d'une première enveloppe budgétaire de 0,95 M€.

chaufferies bois en service

% de reste à charge pour la commune (en movenne) grâce à 28 % de contributions Siéml et 49 % d'aides de l'ADEME et de l'État

MWh d'économie d'énergie (réduction de 144 tonnes de CO_{st} soit 700 000 km parcourus en voiture thermique)

Coopération avec l'ADEME

BILAN DU COTER II 2021-2023 ET SIGNATURE DU CONTRAT CHALEUR RENOUVELABLE 2024-2028

- → 100 % des objectifs atteints et même dépassés à fin 2023, avec 49 nouvelles installations de production d'EnR financées et 5,2 M€ d'aides du Fonds chaleur mobilisés.
- → Renouvellement du partenariat avec l'ADEME pour 4 ans, pour la gestion du Fonds chaleur et une aide à l'animation sur le territoire départemental, soit plus de 16 M€ d'aides mobilisables.
- → Objectifs d'au moins 60 nouvelles installations et 28 GWh de production d'EnRth contre 18 GWh lors du précédent contrat.



La méthanisation

- → Réalisation d'une étude départementale pour clarifier les enjeux et envisager les perspectives de développement de la méthanisation à l'horizon 2035/2050. Deux séminaires ont été organisés afin d'associer partenaires et collectivités à la démarche.
- → Expérimentation d'un nouveau dispositif de soutien au dialogue territorial autour des projets agricoles : accompagnement des porteurs du projet Erdre Biogaz dans la mise en œuvre d'actions à destination des habitants et des associations d'Erdre-en-Anjou, pour favoriser la connaissance du projet et les échanges sur les enjeux associés.



Le Solaire en Anjou

PARTENARIATS

- → Renouvellement de la convention avec Alisée pour développer de nouvelles actions auprès des acteurs relais et financement des animations grand public organisées par les intercommunalités.
- → Partenariat avec la Chambre d'agriculture pour travailler sur les enjeux de l'agrivoltaïsme et la gouvernance locale de ces projets.

PROJET DE NOUVEAU CADASTRE SOLAIRE

→ Développement d'un nouveau cadastre solaire, en partenariat avec les syndicats d'énergie TE44 et TE53 dans l'objectif de faciliter et planifier la solarisation des toitures et parkings, en maîtrisant les données, de leur collecte à leur analyse.

AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE (ACC)

- → Adoption en fin d'année, d'une nouvelle offre d'accompagnement sur toutes les phases d'un projet d'ACC, calibré selon son degré de complexité: des opérations les « plus simples » aux opérations dites « complexes » impliquant consommateurs publics, privés et/ou plusieurs producteurs publics et privés.
- → En clôture du Forum départemental « Le solaire, l'énergie qui rayonne! », inauguration de la Boucle solaire locale d'Écouflant : un projet



d'autoconsommation collective. initié par le Siéml, réunissant un producteur (centrale solaire photovoltaïque) et neuf sites consommateurs sur une même zone d'activités.

ZOOM SUR

CHARTE DES PROJETS À GOUVERNANCE LOCALE

Une dizaine de nouveaux acteurs privés et associations de citoyens ont rejoint le collectif signataire de la charte pour des projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale en Maine-et-Loire. Cette charte a été créée en 2023 à l'initiative de l'association RÉCIT. du Département et du Siéml. En 2024, elle a contribué aux réflexions et aux partages d'expériences lors de deux ateliers collectifs.

ZONES D'ACCÉLÉRATION **DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Un an après la promulgation de la loi d'accélération des énergies renouvelables, plus de 90 % des communes de Maine-et-Loire ont identifié leurs zones d'accélération, avec l'appui du Siéml et du réseau des Générateurs de l'ADEME – un taux nettement supérieur aux moyennes régionale et nationale. En 2024, le Siéml a poursuivi ce travail en coopération avec la Chambre d'agriculture afin d'articuler ces démarches avec le document cadre élaboré dans le cadre de la loi APER.

ENCOURAGEMENT DU DIALOGUE TERRITORIAL RELATIF AUX ENR

En appui à Anjou Loir et Sarthe, le Siéml a contribué à la mise en place d'une démarche de dialogue territorial autour des enjeux liés au développement des énergies renouvelables et des préconisations pour les futurs projets. Menée avec les parties prenantes locales, cette démarche a permis la tenue de trois réunions du comité de dialogue, précédées d'entretiens bilatéraux. L'expérimentation se clôturera début 2025 par une restitution publique des travaux.

RÉSEAU AEC 49

2 réunions du réseau des chargés de mission énergie/climat des EPCI pour partager et coordonner les actions des partenaires : ZAER, AgriPV, budget vert, observatoire régional TEO...

Développer La mobilité alternative

Dans toutes ses composantes

En 2024, le Siéml poursuit le pilotage de la stratégie départementale en faveur du mix énergétique et de la mobilité durable, tout en accompagnant l'évolution progressive des usages. Dans le cadre du schéma directeur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, un programme de déploiement a été engagé en 2024, priorisant les centres-villes et les centres-bourgs. Afin de tenir compte des recommandations des Architectes des Bâtiments de France, certaines installations ont été reportées en 2025. La gestion mutualisée, portée par la marque Ouest Charge, se poursuit avec le lancement de nouveaux marchés mutualisés. Le Siéml reste par ailleurs un acteur engagé du développement du bioGNV, en partenariat étroit avec les sociétés d'économie mixte.

Évolution des pratiques de mobilité

2ºS RENCONTRES RÉGIONALES DES MOBILITÉS DURABLES

- → Une journée co-organisée avec la Région et le Département : 280 participants réunis à Terra Botanica, dont 231 pour la conférence du matin et 235 pour les ateliers et conférences de l'après-midi.
- → Animation par le Siéml de l'atelier « la voiture en mode collectif, du covoiturage à l'autopartage! » et participation à l'atelier « Employeurs, des nouveaux leviers pour développer les mobilités durables ».



APPEL À PROJETS MOBIPRO



- → Accompagnement des intercommunalités dans l'animation de leur territoire pour faire évoluer les pratiques de mobilité sur les zones d'activités.
- → Lauréat : Loire Layon Aubance pour un projet sur la ZA de Lanserre (Les Garennes-sur-Loire), soit 42 entreprises et 300 salariés concernés.

INFO EN +

PARTICIPATION AU DÉFI MOBILITÉ RÉGIONAL

69 agents du Siéml, soit 72 % des effectifs, se sont mobilisés du 15 au 21 avril pour se déplacer en mode éco-mobilité! 13014 km ont été parcourus, permettant d'économiser 2194 kg de CO₃. 26 % des trajets ont été réalisés entièrement ou en partie en vélo et 21 % en covoiturage. Le Siéml s'est hissé sur la première marche du podium dans la catégorie des entreprises de 20 à 99 salariés sur le territoire d'ALM. Il a également atteint la 6° position dans cette même catégorie pour la région des Pays de la Loire!

Mobilité électrique et bioGNV



VERS UNE STRUCTURATION DU RÉSEAU OUEST CHARGE

→ Élaboration d'une stratégie pour gagner en visibilité et devenir plus compétitif : projet d'étude stratégique Ouest Charge, pilotée par le Siéml, pour questionner l'ensemble de la chaîne de valeur des IRVE, les modes de fonctionnement et de portage de cette compétence, ainsi que les modèles économiques possibles pour garantir la fiabilité et la maîtrise des coûts.

→ Démarrage des nouveaux marchés mutualisés avec le syndicat de Loire-Atlantique TE44 : le marché de fournitures de bornes et le marché de travaux et maintenance avec Madic Services (- 30 % par an d'économie estimée).

SDIRVE ET PROGRAMME DE TRAVAUX 2024

- → Analyse des candidatures à l'appel à manifestation d'intérêt pour le déploiement de nouvelles bornes IRVE en prenant en compte les objectifs fixés par le SDIRVE adopté en 2023 (déploiement d'une offre de recharge coordonnée, adaptée à l'évolution des besoins et cohérente avec les politiques locales).
- → Élaboration du programme IRVE 2024 (objectif de 800 k€) en priorisant les implantations en centre urbain sur lesquels l'offre actuelle ne suffit pas à absorber les besoins (pas d'accès à la prise) : Angers, Cholet et Saumur.



points de charge 21 stations de recharge



points de charge 9 stations de recharge



points de charge 8 stations de recharge

→ Rencontre avec les responsables de la voirie et de l'urbanisme pour l'installation des bornes en centre-ville et sollicitation des ABF pour concilier leurs prescriptions techniques avec les besoins de recharge identifiés et limiter les importants retards de déploiement occasionnés.

INAUGURATION DE LA STATION BIOGNV ET DE LA BORNE DE RECHARGE **ULTRA-RAPIDE DE SAINT-LÉGER-DE-LINIÈRES**

- → Une station bioGNV installée sur Angers Loire Métropole qui s'intègre dans la stratégie de mix énergétique et de mobilité durable, pilotée à l'échelle du département par le Siéml (participation à l'élaboration d'un schéma directeur évolutif de stations d'avitaillement en bioGNV),
- → La première borne de recharge ultra-rapide installée par le Siéml dans le cadre de son programme financé par France Relance « Transition énergétique et solutions innovantes » et le Fonds d'aide aux charges de l'électrification (Facé).



charges enregistrées en Maine-et-Loire

bornes au 31 décembre 2024

ZOOM SUR

MISSION DE L'INSPECTION **GÉNÉRALE DES FINANCES**

L'inspection générale des finances a mené en juin 2024 une enquête sur le réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques du Siéml. Les échanges ont porté sur le schéma directeur (SDIRVE) adopté en 2023, l'état du réseau, le niveau d'utilisation des bornes, ainsi que les coûts d'investissement et de fonctionnement. Il a également été question de la coopération au sein du réseau Ouest Charge.

INFO EN +

ALERTE SUR LES COMPTES DES FLOTTES DE COLLECTIVITÉS

Le Syndicat prend en charge les coûts des recharges des flottes de collectivités sur lesquelles il implante des bornes. Il a alerté ces collectivités sur la forte hausse des factures depuis le début de l'année : de nombreux véhicules restent branchés de nombreuses heures au-delà de la cinquième heure révolue, entraînant des pénalités de stationnement (bornes 22 kVA).

NOUVELLE TARIFICATION

Augmentation au 1er février de la tarification de la recharge pour intégrer la hausse importante du prix de l'électricité subie du fait d'un nouveau marché de fourniture d'électricité (de 0,22 à 0,35 /kWh sur une borne dite « normale »).

Parfaire Le réseau électrique

Les travaux sur les réseaux électriques

Le Siéml, représentant des communes, est propriétaire de 23 346 km de réseaux électriques basse et moyenne tension. Il établit et finance en grande partie des programmes de travaux visant à étendre et améliorer la qualité de ces réseaux et en assure la maîtrise d'ouvrage sur les communes principalement rurales. Le syndicat réalise également des travaux sur le réseau d'éclairage public. En 2024, le Siéml a réalisé près de 35,98 M€ de travaux, soit une baisse de 2,97 % par rapport à 2023.

Une nouvelle organisation et une maîtrise d'ouvrage toujours proactive

UN NOUVEAU PÔLE DÉDIÉ AUX TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX!

- → Création d'un nouveau pôle « Conception et construction de réseaux » (CCR), issu de la réorganisation du pôle technique pour regrouper l'ensemble des métiers liés aux travaux sur les réseaux.
- → Création d'un poste de coordination technique et expertise réseaux pour animer, aux côtés du directeur du pôle, de nouveaux projets transversaux.

RAPPORT DE CONTRÔLE FACÉ DU MINISTÈRE

- → Contrôle de l'utilisation de la dotation Facé sur 12 chantiers : cohérence globale entre les factures, les plans de récolement et les constats effectués sur le terrain et quelques pistes d'amélioration identifiées.
- → Dotation de 8,19 M€ allouée au Siéml en 2024.

RÈGLEMENT FINANCIER : REMPLACEMENT DES POSTES TOUR

→ Soutien au remplacement des postes tour, souvent anciens et vétustes, pour favoriser l'amélioration de l'environnement et de la sécurité selon certaines conditions.

RENFORCEMENT DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE EPU SUR ALM

→ Convention entre le Siéml et Angers Loire Métropole relative aux interventions portant sur l'éclairage public : réalisation par le Siéml d'interventions (hors maintenance courante) d'extensions, effacements ou adaptations de réseaux via ses propres marchés, avec une participation financière d'ALM selon un pourcentage des coûts totaux.

ZOOM SUR

TRANSFORMATION URBAINE **DU QUARTIER BELLE-BEILLE**

La ville d'Angers et le Siéml, via son mandataire Alter, ont mené d'importants travaux en effaçant successivement 3,18 km de réseau basse tension dans plusieurs rues et en reconstruisant 342 branchements en souterrain. Le projet a nécessité de nombreuses réunions de coordination ainsi qu'un engagement quotidien des équipes du syndicat sur le terrain. Le coût d'investissement est de 2,07 M€, dont 15 % pris en charge par le Siéml.

RELEVÉ PATRIMONIAL DES PARCELLES DU SIÉML

Une mission a été conduite à l'été 2024 pour comptabiliser les parcelles appartenant au Siéml et les caractériser. Sur les 2072 parcelles recensées, 60 % disposent d'un poste de transformation. Cette étude permettra d'étudier l'opportunité de vendre ou non ces parcelles.

DÉSAMIANTAGE DES ENROBÉS RUE DES DÉPORTÉS À DURTAL

Avant l'effacement des réseaux, une analyse des enrobés menée par la commune a révélé la présence d'amiante, nécessitant un traitement spécifique. Une entreprise spécialisée a retiré mécaniquement 128 m² de chaussée contaminée, en utilisant une pelle avec cabine surpression. Les déchets ont été transportés vers un centre d'enfouissement adapté et des mesures d'empoussièrement ont été effectuées.

→ 32076 € de travaux dont 53 % pris en charge par le Siéml.



opérations de renforcement pour 6,18 M€

opérations d'extension de réseau basse tension pour 5,69 M€, dont 182 extensions individuelles et 113 collectives

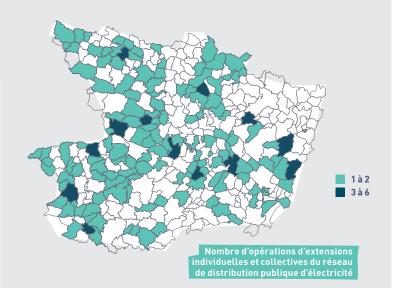
opérations de sécurisation pour 4,85 M€

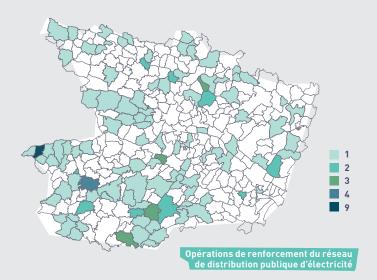
opérations d'effacement de réseaux pour 11,1 M€ de travaux basse tension et éclairage public

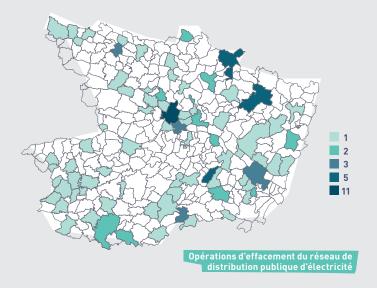
opérations d'extension génie civil Télécom pour 0,72 M€

opérations d'extension du réseau éclairage public (3,75 M€)

opérations de rénovation d'éclairage public pour 2,09 M€







État des mandatements de travaux 2024 au 1er janvier 2025.

optimiser et piloter L'éclairage public

Un éclairage connecté, efficient et vertueux

L'année 2024 a été rythmée par la poursuite de la trame sombre, traduite en plan d'actions, par une nouvelle stratégie de maintenance préventive et par d'importantes avancées pour le territoire connecté avec déploiement du réseau LoRaWAN propre au Siéml et l'acquisition d'un hyperviseur pour un pilotage plus fin de l'éclairage public. La recrudescence des vols de câbles sur le réseau d'éclairage public a également marqué l'année. Le Siéml a voté des mesures de solidarité en soutien aux communes concernées par ce préjudice.

La trame sombre vers un éclairage public plus respectueux de la biodiversité

- → Présentation dans chaque intercommunalité :
- des zones de conflits entre l'éclairage public et les corridors biologiques nocturnes repérées par le CPIE Loire Anjou et la LPO, ainsi que les points lumineux nécessitant une action (respectivement 1500 zones et 10 000 points lumineux à l'échelle du département);
- d'un mix d'actions à mettre en œuvre (modification des horaires, suppressions de points lumineux, rénovation du matériel, coupure estivale, abaissement de la température de couleur, adaptation et rénovation du matériel).
- → Révision du règlement financier pour encourager les collectivités à réaliser des adaptations de leurs installations situées sur les zones de conflits : participation du Siéml à hauteur de 60 % pour les travaux d'adaptation du réseau d'éclairage, contre 25 % pour des opérations « classiques ».
- → Mise à disposition des données sur le SIG et premières demandes de devis de communes auprès des chargés d'affaires éclairage public.

FONDS VERT

Lauréat du Fonds vert pour la rénovation des luminaires des parcs d'éclairage public, le Siéml a bénéficié d'une subvention de 4.68 M€ à répartir sur les dossiers éligibles (+ 15 % de taux de participation).

→ 90 % des dossiers de rénovation sont éligibles, soit 108 chantiers et 1647 points lumineux rénovés pour 48 collectivités et un montant total d'investissements de 3,32 M€.

ZOOM SUR

RECRUIDESCENCE DES VOLS DE CÂBLES

En 2024, une recrudescence sans précédent des vols de câbles a été constatée sur le département, parfois en plein jour et avec des véhicules banalisés. Les communes concernées ont rencontré d'importantes difficultés pour faire face aux conséquences, notamment sur le plan financier : 315 candélabres endommagés, environ 8 km de câbles volés répartis sur une cinquantaine de dossiers pour un préjudice total estimé à 420 k€.

Face à cette situation critique, le Siéml a engagé des démarches concrètes et adopté des mesures exceptionnelles de solidarité par l'adaptation de son règlement financier et la mise en place d'un fonds de soutien.

Une nouvelle stratégie de maintenance préventive

- → Adaptation de maintenance préventive avec la mise en place d'un rythme d'entretien préventif tous les 6 ans et l'introduction massive du relamping en technologie LED, tout en assurant une certaine maîtrise des coûts.
- → Retour sur investissement attendu en une année seulement pour 60 % des communes et en moins de 2 ans pour 100 % des communes : économies sur la consommation électrique et sur les futures contributions appelées.
- → En 2024, 15000 lampes gaz remplacées dont 5200 en LED et une économie pour les communes de 26000 € sur la maintenance préventive!

Éclairage public connecté, une réalité

FIN DU DÉPLOIEMENT DES HORLOGES CONNECTÉES

→ Fin de la pose des 3200 horloges connectées pour un investissement global de 2,1 M€, avec à la clé une plus grande souplesse dans la gestion de l'éclairage public et des économies immédiates grâce au pilotage à distance, réalisé par le Siéml à la demande des communes.

ACQUISITION D'UN HYPERVISEUR POUR UN PILOTAGE PLUS FIN

- → Acquisition du logiciel d'hypervision pour piloter plus finement les objets connectés et utiliser leurs données.
- → Développement de l'interface et de l'application SmiléConnect en vue de permettre aux communes de piloter l'allumage et l'extinction de leur parc d'éclairage public en mode on/off pour des sécurisations : création de 144 comptes et 2000 commandes passées au travers de cette application.



23 janvier 2024 : inauguration de la 2500° horloge connectée et lancement de l'application SmiléConnect à Beaupréau-en-Mauges.

DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU LORAWAN PRIVÉ

- → Lancement du déploiement du réseau LoRaWAN propre au Siéml avec la pose d'une trentaine d'antennes : près de 1 600 objets connectés communiquent via ces antennes (en majorité des armoires d'éclairage public).
- → Lancement d'une expérimentation à Doué-en-Anjou préfigurant l'ouverture du territoire connecté à de nouveaux besoins : utilisation d'une antenne LoRaWAN pour piloter l'arrosage d'un stade.



Pose de la 10° antenne LoRaWAN sur la commune du Lion-d'Angers (mai 2024).

collectivités adhérente

points lumineux, 3913 armoires, 10 GWh de consommation annuelle

demandes de dépannage via le SIG, 549 réparations avec remplacement de lanternes, mâts ou armoires

lanternes rénovées financées à hauteur de 15 % dans le cadre du Fonds vert. soit 3,3 M€ de travaux et 150 MWh de gain énergétique

déclarations de travaux ou d'intention de commencer les travaux

INFO EN +

ANGERS LOIRE MÉTROPOLE, LA COOPÉRATION SE POURSUIT

Le Siéml poursuit le suivi opérationnel et le contrôle des études, des travaux et des factures pour la partie éclairage public du programme Territoire intelligent, sous la maîtrise d'ouvrage d'ALM. Il supervise les travaux neufs et les travaux de rénovation sur l'ensemble de la communauté urbaine (hors ville d'Angers). Il assure également le suivi de l'exploitation du parc de 30 809 points lumineux.

points lumineux rénovés pour atteindre 71,5 % du programme de rénovation sur ALM (hors Angers)

MUTUALISER La Gestion de la donnée

Diversification des missions du service géomatique et données territoriales

2024 marque une étape clé dans l'exploitation et la mise à jour du PCRS finalisé en 2023. Le Siéml s'est mobilisé pour accompagner les collectivités et les entreprises dans l'usage de ces données et les sensibiliser à la transmission systématique des informations. Elles sont nécessaires à la mise à jour de ce référentiel départemental. En interne, la structuration des données et leurs usages se sont accélérés avec des actions de sensibilisation, l'amélioration des bases et le développement d'outils. Enfin, des prestations au profit d'autres collectivités ont vu le jour ou se poursuivent.

STRUCTURATION ET CONSTRUCTION D'UNE BASE DE DONNÉES INTERNE

- → Organisation des données en deux schémas : le schéma référentiel (jeux de données tels que les fonds de plans, données IGN, bases nationales...) et le schéma Siéml (données internes liées aux activités du syndicat).
- → Sensibilisation des agents à l'utilisation du SIG et à la transmission des données au service géomatique (organisation du premier « 1/4 d'heure SIG »).
- → Structuration, compilation et amélioration des bases de données afin d'en garantir la cohérence et la qualité.
- → Développement d'outils internes adaptés aux besoins des utilisateurs, en complément des fonctionnalités du WebSIG et mise en place de procédures de récupération et d'intégration d'informations dans la base de données, dans la perspective de besoins futurs de visualisation, de croisements ou d'analyses.

PREMIÈRES BRIQUES DU FUTUR CATALOGUE DE PRESTATIONS

- → Élaboration d'une application SIG de simulations de crues sur la commune de Cheffes : une expérimentation permettant de valoriser les données brutes du PCRS (nuages de points terrestres et aériens, prises de vues aériennes, vues immersives...), présentée aux Géodatadays 2024.
- → Organisation de formations gratuites à la méthodologie d'adressage et aux outils dans le cadre de l'accompagnement à la BD adresse.
- → Signature de trois nouvelles conventions dans le cadre de l'accompagnement payant, dont le diagnostic d'adressage pour la ville de Cholet visant à analyser la complétude, la qualité et la cohérence des adresses existantes, afin de repérer les anomalies puis déterminer les actions à mener pour assurer leur bon référencement dans la Base adresse nationale.

FOCUS

2024, ANNÉE CRUCIALE POUR LA MISE À JOUR DU PCRS

Grâce à un effort commun et de nombreuses réunions de travail, les données du PCRS sont désormais utilisées quotidiennement par tous les acteurs (collectivités, entreprises, aménageurs...). Les extractions effectuées pour les travaux sont essentielles au suivi de la mise à jour du PCRS. Le Siéml contacte les entreprises et gestionnaires pour obtenir la fin des travaux et le plan de récolement.

extractions du PCRS et utilisation à 70 % pour des études, 22 % pour des travaux et 8 % pour des DT/DICT.

km de voirie mis à jour, soit 5 % du linéaire du PCRS vecteur



coopération régionale

6 acteurs publics au service des territoires et de la transition énergétique

Territoire d'énergie Pays de la Loire est une entente régionale constituée des quatre syndicats d'énergie - Siéml en Maine-et-Loire, Territoire d'énergie Loire-Atlantique, Territoire d'énergie Mayenne, Sydev en Vendée – du Département de la Sarthe et de la Région. Dans le cadre de la présidence tournante, Laurent Favreau a pris les rênes de l'entente, début 2024, pour 18 mois. Le Sydev a maintenu le cap des axes stratégiques définis au début de la mandature 2020-2026 : agir ensemble, fédérer des stratégies cohérentes et communes pour la transition énergétique, renforcer la cohésion vis-à-vis des partenaires.

RELATIONS PUBLIQUES

→ Travail d'interconnaissance et de coopération avec les partenaires.

INFRASTRUCTURES RÉSEAU

→ Rédaction d'une nouvelle convention de mise en exploitation des travaux avec Enedis et partage des stratégies sur l'éclairage public.

RECHERCHE DE FINANCEMENTS EXTERNES

→ Mutualisation des ressources et expertises : recrutement d'une agente en charge de la recherche de financements et de l'appui au montage des dossiers auprès des membres de l'entente régionale.

FINANCEMENT TRAVAUX : DÉFENDRE LE RÔLE ET LES MOYENS DES AODE

- → Lobbying auprès des ministres et parlementaires pour appeler à la pérennisation des aides à l'électrification rurale et la solidarité territoriale.
- → Défense du paradigme de l'égalité de traitement des coûts appliqués aux demandeurs de travaux, qu'ils soient en zones rurales ou urbaines.

PLANIFICATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

→ Contribution à la feuille de route régionale : participation à la COP régionale.

DÉVELOPPEMENT DES ENR: POUR UN RÉEL MIX ÉNERGÉTIQUE

- → Interventions lors d'événements régionaux ou nationaux pour défendre le mix énergétique : congrès de la FNCCR, rencontre interrégionale pour la filière bioGNV auprès des eurodéputé-es, Salon Drive to Zero, Forum Challenge Ecogreen Energy, etc.
- → Partage et échanges sur les cadres réglementaires et retours d'expérience.

ZOOM SUR

DÉFENSE DE LA FILIÈRE BIOGAZ

Présent au 39° congrès de la FNCCR à Besançon, Territoire d'énergie Pays de la Loire a accueilli la directrice générale de GRDF sur son stand pour valoriser la filière biogaz. Atout majeur du mix énergétique régional, cette filière bénéficie d'investissements importants pour accompagner son développement, de la production (165 unités de méthanisation) à la consommation (26 stations d'avitaillement), permettant ainsi l'accroissement de l'usage de véhicules lourds fonctionnant au bioGNV (plus de 2500 véhicules en circulation). Les syndicats d'énergie ont défendu ardemment cette solution mature, compétitive et efficace pour réduire rapidement les émissions de CO. dans les transports.

Ressources financières

La transition énergétique en marche

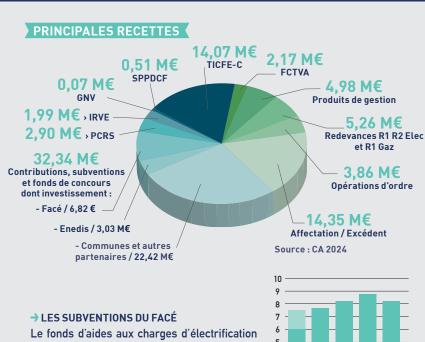
L'exercice 2024 s'est clôturé sur un résultat consolidé positif de 11,51 M€, quasi-équivalent à l'exercice 2023 malgré une section en fonctionnement en hausse du fait de recrutements devenus nécessaires à l'accompagnement des nouveaux projets. L'excédent sera réinvesti totalement au budget primitif 2025 afin de continuer à maintenir un haut niveau d'investissement. En 2024, le Siéml s'est doté d'un nouvel outil budgétaire relatif à la transition énergétique. Le comité syndical du 24 mars a créé un budget annexe dédié au service public de production et de distribution de réseau de chaleur ou de froid (SPPDCF). Un premier budget de 0,95 M€ a été voté pour la réalisation notamment d'un premier réseau de chaleur à Saint-Georges-sur-Loire (mise en service au premier semestre 2025).

2020 2021 2022 2023 2024

■ Facé A/B renforcement

■ Facé A/B extensions Facé C enfouissement

■ Facé S sécurisation ■ Facé S' faible section



soutient les travaux de renforcement, d'extension et certains travaux d'effacement des réseaux basse tension des communes rurales, ainsi que l'établissement des lignes moyenne tension destinées à l'alimentation de nouveaux postes de distribution publique.

L'INFO EN +

Les collectivités territoriales de plus de 3500 habitants doivent intégrer une annexe environnementale, appelée « budget vert », à leur compte administratif. Cette obligation vise à évaluer l'impact des dépenses locales en faveur de la transition écologique. Pour 2024, les dépenses devaient être analysées uniquement sous l'angle de l'atténuation du changement climatique. Au Siéml, la part des dépenses d'investissement relevant des comptes concernés et identifiées comme « vertes » représente 9,3 % des dépenses cotées et 5.89 % de notre investissement total. 90,6 % des dépenses cotées sont considérées comme neutres sur l'axe 1 « atténuation du changement climatique ». Seul 0,1 % de nos dépenses d'investissement cotées est défavorable. 86 % des dépenses classées « vertes » (en montant) ont été réalisées dans le cadre des rénovations de l'éclairage public.

→ LA PART COMMUNALE DE LA TAXE INTÉRIEURE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ÉLECTRICITÉ (TICFE-C)

La centralisation de la fiscalité électrique entrée en vigueur progressivement a produit tous ses effets en 2023. Le produit avait alors augmenté de facon significative du fait notamment de son indexation sur l'inflation et d'une régularisation exceptionnelle.

En 2024, le produit est en baisse de plus de 7,5 % par rapport à 2023 en raison d'un ralentissement de l'inflation et d'une baisse des consommations électriques sur les années de référence.



→ LES REDEVANCES DE CONCESSION

En qualité de propriétaire des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de gaz, le Siéml perçoit les redevances R1 de fonctionnement pour la concession électrique et les concessions gaz ; R2 d'investissement pour la concession électrique.

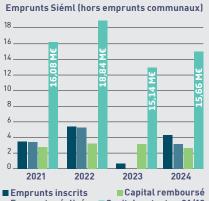


Redevances

- ■R2 électricité
- ■R1 électricité
- R1 Gaz

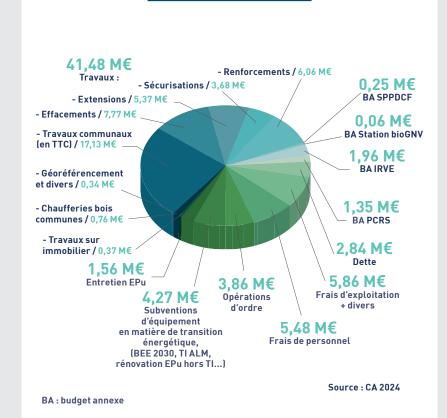
→ LA DETTE

Le Siéml a emprunté 3 M€ auprès de la Caisse d'épargne. Son stock de dette propre au 31 décembre est de 17,74 M€. La capacité de désendettement est de 1,30 année (1,26 année en 2023).



■ Emprunts réalisés ■ Capital restant au 31/12

PRINCIPALES DÉPENSES



→ LE VOLUME DES INVESTISSEMENTS **SUR LES RÉSEAUX**



■ Réseaux éclairage public et génie civil télécommunication ■ Réseaux distribution publique d'électricité

L'ACTIVITÉ COMPTABLE

5 comptes de trésorerie distincts (budget principal, IRVE, GNV, PCRS et SPPDCF)

5 907 mandats

3 243 titres de recettes



Ressources humaines

Une année charnière pour la structuration RH

L'année a été marquée par le renforcement des effectifs sur des postes devenus sensibles, en lien avec l'intensification des activités opérationnelles, le besoin de pilotage renforcé et la professionnalisation de la gestion administrative et financière. Parallèlement, des emplois stratégiques ont été créés pour accompagner le développement d'activités innovantes, tandis que les recrutements ponctuels et la politique d'apprentissage ont continué de soutenir la dynamique RH et l'attractivité de nos métiers.

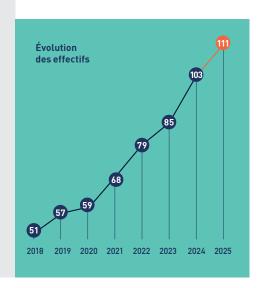
UNE DYNAMIQUE DE RECRUTEMENT TOUJOURS TRÈS SOUTENUE

- → Pas moins de 12 nouveaux agents sur emploi permanent :
- 8 en création de poste : 1 chargé de projets écosystèmes gaziers, 1 technicien informatique, 1 gestionnaire moyens généraux, 1 chargé d'affaires territoire connecté, 1 chargée de mission contrôle des concessions, 1 conseiller en énergie, 1 responsable des achats, 1 contrôleur de gestion et contrôle interne.
- 4 sur des postes existants : 1 assistante administrative, 1 chargé d'affaires éclairage public, 2 chargés d'affaires infrastructures.
- → 1 contrat de projet (géomaticien), 4 apprentis (cybersécurité, infrastructures, territoire connecté, planification) et 1 contrat temporaire (assistante adm.).
- → 4 saisonniers et 4 stagiaires, pour compléter ponctuellement les équipes.

ET DE NOMBREUX PROJETS RH

- → Réorganisation des services et adoption d'un nouvel organigramme : création de 4 pôles dans un objectif de rééquilibrage et d'efficience.
- → Structuration du pôle Conseil, organisation et ressources (COR).
- → Une forte dynamique de formation (+ 31 %), marquée par le développement du partenariat avec le CNFPT.
- → Semaine dédiée à l'emploi des personnes en situation de handicap.
- → Mise en place de la participation employeur à la complémentaire santé (30 € brut/mois pour les contrats labellisés) et augmentation de la part employeur sur les titres restaurant : 50 % à 60 %, 8 € à 9 € (1er février).
- → Lancement d'une démarche de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP).





Présidence Jean-Luc DAVY président

Direction générale Emmanuel CHARIL directeur général des services

CELLULE D'APPUI STRATÉGIQUE Gouvernance et affaires juridiques

Gouvernance et agenda Valérie MOUTIER

Affaires juridiques Solène BOURET responsable

Transformation de l'action publique

RSO et dossiers réservés Marine GABORY

Prospective, contrôle et concertation Clémence MARIE

Florence HALLEGOUET chargée de mission contrôle de concession

Conseil, organisation et ressources (COR)

Élise TRICARD e générale adjointe

créations de poste

agents (52 % femmes et 48 % hommes)

emplois permanents

nouveaux agents

% des effectifs

technique

au sein de la filière

ans de moy. d'âge

% des agents

télétravaillent

régulièrement

en formation

formations

stagiaires)

réelles

ont été suivies

(soit 512 jours

% des dépenses

du personnel

de fonctionnement du budget primitif

dédiées aux dépenses

% de taux de départ

permanents recrutés

Appui administratif Aurélie NAUDIN assistante

SOURCES HUMAINES MOYENS GÉNÉRAUX Poste à pourvoir

MOYENS GÉNÉRAUX

Nicolas PESOU responsable Accueil

Sophie LOUNDOU

Gestion administrative et financière Béatrice BEUZEVAL coordinatrice

Patrimoine et assurance Poste à pourvoir gestionnaire

RESSOURCES HUMAINES

Valérie BRISSET responsable/gestionnaire carrière et paie

Cécile VEYRET-LOGERIAS Chloé LANEVAL 1 gestionnaires emplois et parcours professionnels Aurélie NAUDIN assistante

COMMUNICATION Katell BOIVIN

Communication interne et événementielle Céline GASTÉ

Conception graphique et réseaux sociaux

Manuela HUOT-TERTRIN chargée de mission

FINANCES ET ACHAT PUBLIC Élise VIGILANT sponsable de servi

FINANCES ET CONTRÔLE DE GESTION

Contrôle de gestion et contrôle int. Stéphane VRILLON

Gestion budgétaire et comptable Bruno LEROUEIL coordinateu

> Céline GIRARD Ludivine GUILLEMINOT Carine MACÉ comptables

> > ACHAT PUBLIC François LANDES responsable

Alice OGER Alexane RIGAUD acheteuses publiques

Fanny SUZANNE assistante

SYSTÈMES D'INFORMATION

Christophe ROULEAU

David BATY

ARCHIVAGE ET GESTION DOCUMENTAIRE

Agnès ARENDO

Conception et construction des réseaux (CCR)

Dominique PÉNOT

Coordination technique et expertise réseau Constance LEFÈVRE-VANACHTER coordinatrice

Coordination administrative et financière Catherine MARTEAU coordinatrice

Autorisations d'urbanisme Robin DEPRETZ

SECTEURS DES OPÉRATIONS ET TRAVAUX

Appui administratif et financier Coralie GAIGNARD

Gestion opérations et travaux Matthieu GAUDICHAU Anthony ORHON chargés d'affaires

SECTEUR SUD-OUEST

Appui administratif et financier Eva SCHWARZ assistante

Gestion opérations et travaux Théo DUBOIS David FONTAINE Yves LE BAIL

chargés d'affaires

Appui administratif et financier Nathalie BIDET

Gestion opérations et travaux

Christophe GOYET Marie HUMEAU Clothilde SEGAULT chargé es d'affaires

Axel MILLAN apprenti chargé d'affaires

SECTEUR EST Didier BRUAND

Appui administratif et financier Karine BRIDIER

Gestion opérations et travaux Sébastien MERCIER Éric POUPART Ewan ROZAY chargés d'affaires

Exploitation, données et territoire connecté (EDTC)

Yvan CHARRIER

directeur général adjoint

Coordination administrative et financière Annie BOISNEAU coordinatrice

ÉCLAIRAGE PUBLIC ET TERRITOIRE CONNECTÉ Yann GREUEZ

Appui administratif et financier Myriam PASSETTE assistante

> Contrôle qualité Poste à pourvoir technicien ne

Éclairage public Jérôme CHALUMEAU Olivier DENIAU Hélène MARTIN chargé es d'affaire

Territoire connecté Maxime MROUE chef de projet

Lucas BRISSET chargé d'affaires

Arthur STÉPHANT-DURAND apprenti territoire connecté

Territoire intelligent Angers Loire Métropole Florian CESBRON Référent TI Basile RAMÉ chargés d'affaires

GÉOMATIQUE ET DONNÉES TERRITORIALES Cristina FARCASIU

Appui administratif et financier Sara OCCHIPINTI assistante

Acculturation et animation des données territoriales Olivier HANRION géomaticien adjoint responsable de service

Noah RIMOND apprenti cybersé

PCRS Thomas BARNABÉ Clémentine PERRINELLE géomaticien nes

SIG interne Mehdi DRIDI Vincent LEFRANCOIS

SIG mutualisé Simon BERTHOUMIEUX Gaëtan ZANGER Poste à pourvoir géomaticiens

Appui administratif et financier Sara OCCHIPINTI assistante

Développement des IRVE Laurent BARADEAU chargé d'affaires

Exploitation et maintenance Poste à pourvoir technicien ne

Stratégie énergétique territoriale et accompagnement opérationnel (SETAO)

Éric TELLIEZ directeur général adjoint

Coordination administrative et financière

Poste à pourvoir coordinateur-ice

SOBRIÉTÉ, EFFICACITÉ ET AMÉLIORATION DU BÉTI PUBLIC Clément CHEPTOU

Appui administratif et financier Nadia FRIKACH

> Conseil en énergie Emmanuel TESSIER responsable

Mathilda GRILLE Mathias I FCUIT Cécile PORTIER Hervé PRUNAULT Delphine RENAUD Yannick SIMON conseiller es en énergie / économes de flux

Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques Pierre USUREAU

Pierre CORVAISIER Valentin KNOEPFFLER

chargés d'opérations Achats d'énergie Camille CRÉTIÉNEAU chargée de projets

PLANIFICATION ET ANIMATION TERRITORIALES Ewen LAGADIC

Appui administratif et financier Sylvie BOURDEL

Planification et partenariats Christine BLESTEL chargée de mobilité durable

> Gaëlle LORRIAUX chargée de planification

Rémy HATTON apprenti planification

Accompagnement de projets électricité et gaz renouvelables Élise CHARLEUX chargée de projets éoliens et photovoltaïques au sol

Sébastien DROCHON chargé de projets écosystèmes gaziers

Rachel GUILL OTFAU chargée de projets photovoltaïques et autoconsommation

¹ Remplacement

ADMINISTRATION cénérale et communication

Structurer et piloter: les nouveaux défis

L'année 2024 marque un tournant pour le Siéml, qui franchit le cap des 100 agents et connaît une accélération de ses projets, portée par l'essor de nouveaux domaines techniques et par l'innovation via la géomatique et le territoire connecté. Cette dynamique appelle une organisation plus agile et structurée, appuyée sur la professionnalisation des fonctions support et un pilotage renforcé de la donnée. Les premiers jalons sont posés avec le lancement d'un schéma directeur des systèmes d'information et d'un système décisionnel. Les projets immobiliers engagés illustrent l'ambition de développement et la volonté de structurer des partenariats durables face aux défis de la transition écologique.

NOUVEAU NOM, NOUVELLE DYNAMIQUE: LE PÔLE CONSEIL, ORGANISATION ET RESSOURCES (COR) AFFIRME SON RÔLE **STRATÉGIQUE**

- → Renforcement des fonctions support dans la nouvelle organisation, en cohérence avec les projets de service qui fixent un cap ambitieux.
- → Fusion des services achats et finances pour renforcer la coordination entre deux activités étroitement liées
- → Professionnalisation du service achat et lancement de chantiers de structuration (nomenclature, cartographie, guide), tout en se dotant d'un outil de pilotage plus performant.
- → 33 marchés supérieurs à 25 000 € HT notifiés pour un montant total d'environ 14 M€ HT.
- → Lancement simultané des fonctions de pilotage et de contrôle interne afin de structurer la gouvernance de la donnée et de déployer des indicateurs de performance.

VILLAGE DES SYNDICATS ET CHAPELLE DE BEUZON : DEUX PROJETS IMMOBILIERS ENTRÉS EN PHASE D'ÉTUDE OPÉRATIONNELLE

- → Extension et rénovation du siège : attribution du concours d'architectes à l'agence rennaise Atelier 56 S et lancement des phases d'études d'esquisse et d'avant-projets.
- → Réhabilitation de la chapelle de Beuzon : signature de la promesse de vente, réalisation d'une étude de diagnostic et d'une étude de dendrochronologie, conception du programme et constitution du dossier de consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre.
- → La maîtrise d'ouvrage déléguée a été à Alter pour ces deux projets.

FOCUS

MARCHÉS À RETENIR

- Analyse stratégique et accompagnement à la structuration du réseau IRVE Ouest Charge.
- Travaux et maintenance IRVE.
- Trois marchés de maîtrise d'œuvre et travaux pour la mise en place de chaufferies bois et/ ou construction de réseaux de chaleur (Saint-Georges-sur-Loire, Montfaucon-Montigné/Sèvremoine, Montrevault-sur-Èvre).
- Approvisionnement en combustibles bois et granulés.
- Schéma directeur des systèmes d'Information (SDSI).
- Renouvellement de la flotte de véhicules électriques et bioGNV.
- Pilotage de la maintenance, de l'entretien et de la gestion des services généraux du bâtiment.

Archivage, gestion documentaire et RGPD

MISE EN CONFORMITÉ RGPD

- → Fin de l'accompagnement pour la mise en conformité RGPD : toutes les procédures rédigées, cartographie des traitements finalisée, registre de traitements à jour.
- → Mise à jour de la documentation.
- → Réalisation d'une analyse d'impact de la vidéoprotection au Siéml.
- → Conduite d'un audit de l'intranet.

ARCHIVAGE ET GESTION DOCUMENTAIRE

- → Déploiement généralisé du parapheur électronique.
- → Implémentation d'un logiciel de gestion des assemblées.
- → Mise en œuvre progressive d'un orchestrateur pour faciliter les échanges inter-applicatifs.
- → Continuité du tri des archives papier pour préparer les travaux du Village des Syndicats.

Communication

DE L'ORGANISATION À LA COMMUNICATION : **UNE ANNÉE RICHE EN ÉVÉNEMENTS**

- → Organisation de 8 inaugurations : 2500° horloge connectée et lancement du pilotage à distance de l'éclairage public à Beaupréau-en-Mauges ; station bioGNV et borne ultra-rapide de Saint-Jean-de-Linières ; 5 chaufferies bois mises en service par le Siéml; BouSole, Boucle solaire locale d'Écouflant en clôture du Forum départemental de l'énergie.
- → Forum départemental de l'énergie « Le solaire, l'énergie qui rayonne : 200 participants à la plénière (Terra Botanica) et une centaine de participants aux 4 ateliers/visites organisés sur le site du syndicat (animation pôle SETAO).
- → Stand Siéml et Ouest Charge à « Territoire d'Anjou 2024 » (AMF49).
- → Accompagnement du pôle SETAO dans le lancement des premiers
- « Rendez-vous Siéml ».





LE CENTENAIRE DU SIÉML **EN LIGNE DE MIRE!**

→ Premier comité de pilotage des 100 ans en juin pour lancer

les préparatifs de l'année du centenaire et de la soirée d'anniversaire.

→ Premières étapes de réalisation de la bande dessinée retraçant l'histoire du Siéml: attribution du marché à l'Agence 9, travail historiographique, synopsis global et script des chapitres, premiers crayonnés.

COMMUNICATION INTERNE

→ Clip métier « Technicien chaleur renouvelable », 8 portraits/interviews dans le magazine interne, 15 ateliers sur la pause méridienne (jardinage, apiculture, sensibilisation LPO...), appui aux actions de la mission RSO et animation de l'intranet WeSmile.

publications externes (lettre S, magazine, rapport d'activité...)

abonnés sur les réseaux sociaux dont les 2/3 sur LinkedIn (+9%)

traitements* ajoutés au registre des traitements

% de conformité RGPD en 2024 contre 79 % en 2023

analyse d'impact et un audit réalisés

logiciels déployés

* toute opération portant sur des données personnelles, quel que soit le procédé utilisé (collecte, enregistrement, conservation, modification, utilisation, communication...)

FOCUS

DERNIER SALON DU VÉHICULE ÉLECTRIQUE AU SIÉML!

La réflexion menée dès 2023 sur l'évolution du salon a abouti à une édition 2024 réalisée en partenariat avec Electric Test Days. Resserrée sur une journée, cette édition a proposé une trentaine de modèles de véhicules électriques à l'essai, aux côtés de plus de 20 modèles en exposition et autant de marques présentes. 232 essais ont été réalisés dans la journée par 147 testeurs.

RÉFLEXION SUR LA MARQUE TERRITOIRE D'ÉNERGIE

À la suite de l'étude d'opportunité réalisée par le service communication sur l'adhésion complète du syndicat à la marque Territoire d'énergie de la FNCCR, le comité syndical a délibéré en faveur du maintien du nom historique du syndicat.

PROJET DE SERVICE

Analyse SWOT du service et contribution à l'élaboration des projets de service.

Annexes

Renforcements du réseau de distribution publique d'électricité

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		1	2011,73€
		1	33 444,40€
BAUGÉ-EN-ANJOU	FOUGERÉ	1	2712,70€
BEAULIEU-SUR-LAYON		3	62462,84€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES		4	68172,22€
	ANDREZÉ	1	46,10€
	GESTÉ	1	22864,72€
	JALLAIS	1	19344,04€
	JUBAUDIÈRE (LA)	1	35 692,28€
BÉCON-LES-GRANITS		1	48192,74€
BELLEVIGNE-EN-LAYON		1	32 780,08€
	FAVERAYE-MÂCHELLES	1	3938,59€
	THOUARCÉ	1	29 234,71 €
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	CHACÉ	1	36101,20€
BOIS-D'ANJOU (LES)	FONTAINE-GUÉRIN	1	46,10€
BREILLE-LES-PINS (LA) BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	CHEMELLIED	1	46,10€
CERQUEUX (LES)	CHEMELLIER	1	46.10€ 178862.62€
CHAMBELLAY		1	46.10€
CHAMPTOCÉ-SUR-LOIRE		1	46.10€
CHANTELOUP-LES-BOIS		1	46,10€
CHAPELLE-SAINT-LAUD (LA)		1	46.10€
CHAZÉ-SUR-ARGOS		1	36383.37€
CHEFFES		1	53 672.94€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU		1	46 288.55€
	JUMELLIÈRE (LA)	1	46.10€
	NEUVY-EN-MAUGES	1	49 994.81 €
	SAINT-GEORGES-DES-GARDES	1	46,10€
	TOURLANDRY (LA)	1	21 863,16€
	VALANJOU	1	4282,29€
CORON		3	110236,48€
CORZÉ		1	78 450,42€
COURCHAMPS		2	4999,31€
DENÉE		1	23 157,42€
DOUÉ-EN-ANJOU	CONCOURSON-SUR-LAYON	1	144383,50€
ÉCUILLÉ		2	37383,49€
FENEU		1	49396,63€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	SAINT-JEAN-DES-MAUVRETS	1	1 674,76€
GENNES-VAL-DE-LOIRE		2	147 603,04€
	GENNES	1	2458,97€
	ROSIERS-SUR-LOIRE (LES)	1	34166,46€
	SAINT-GEORGES-DES- SEPT-VOIES	1	44 444,88€
HAUTS-D'ANJOU (LES)	BRISSARTHE	1	46,10€
	CONTIGNÉ	1	46,10€
JARZÉ-VILLAGES	JARZÉ	1	69 406,49€
LOIRE-AUTHION	BOHALLE (LA)	1	55 767,01 €
LONGUENÉE-EN-ANJOU	PRUILLÉ	1	122374,43€
LYS-HAUT-LAYON		2	356218,81€
	CERQUEUX-SOUS- PASSAVANT (LES)	1	46,10€
	NUEIL-SUR-LAYON	1	368,77€
	TIGNÉ	1	123 798,52€
	TRÉMONT	1	46,10€
MAUGES-SUR-LOIRE	CHAPELLE-SAINT-FLORENT	1	96659,14€
	SAINT-FLORENT-LE-VIEIL	1	12150,86€
MAULÉVRIER		3	363 738,86€
MIRÉ		1	50 464,03€
MONTIGNÉ-LES-RAIRIES		1	60234,50€
MONTREUIL-SUR-LOIR		3	106 602,48€

		NU	Manuf
Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MONTREUIL-SUR-MAINE		2	11 1338,65€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE		2	146 648,62€
	FIEF-SAUVIN (LE)	1	107345,95€
	FUILET (LE)	1	46,10€
MORANNES-SUR-SARTHE- DAUMERAY	DAUMERAY	1	83 362,03€
MOULIHERNE		1	163 701,72€
NOYANT-VILLAGES	CHAVAIGNES	1	180 783,05€
,	NOYANT	1	60224,94€
OMBRÉE-D'ANJOU		2	43960,14€
	CHAZÉ-HENRY	1	39 010,99€
	COMBRÉE	1	2616,61€
	POUANCÉ	1	46,10€
ORÉE-D'ANJOU	SAINT-MICHEL-ET-CHANVEAUX	9	46.10€ 607445.93€
UREE-D ANJUU	BOUZILLÉ	1	25 653.94€
	CHAMPTOCEAUX	1	108 735.86 €
	DRAIN	1	84939.86€
	LIRÉ	1	46,10€
	SAINT-LAURENT-DES-AUTELS	1	2048.08€
	SAINT-SAUVEUR-DE-	-	
	LANDEMONT	1	70431,12€
	VARENNE (LA)	1	17925,87€
PLAINE (LA)		1	8 585,91€
POSSONNIÈRE (LA)		1	132055,26€
RAIRIES (LES)		1	34818,92€
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU		1	34139,44€
	VILLEVÊQUE	1	82342,33€
ROMAGNE (LA)		1	46,10€
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS		1	3 056,35€
SAINT-CLÉMENT-DE-LA-PLACE		1	29 703,20€
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		1	5069,76€
SAINT-LÉGER-DE-LINIÈRES	SAINT-JEAN-DE-LINIÈRES	1	46,10€
	SAINT-LÉGER-DES-BOIS	1	20 026,93€
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX		1	88 995,48€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	CHÂTELAIS	1	143 056,25€
	FERRIÈRE-DE-FLÉE (LA)	1	28470,15€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	46,10€
	SAINT-SAUVEUR-DE-FLÉE	1	80 550,10€
SEICHES SUR-LE-LOIR		1	57191,63€
SÈVREMOINE	LONGERON (LE)	2	11 583,54€
	LONGERON (LE) MONTFAUCON-MONTIGNÉ	1	46.10€ 46.10€
	ROUSSAY	1	46,10€ 47311,60€
	TILLIÈRES	1	99 572,85€
	TORFOU	1	14491,17€
SOMLOIRE	TONFOO	1	41 760.59€
SOULAINES-SUR-AUBANCE		1	4082.29€
TERRANJOU	MARTIGNÉ-BRIAND	1	41 526.56€
TERRANSOO	NOTRE-DAME-D'ALLENÇON	1	31 066,99€
VAL-D'ERDRE-AUXENCE	BANKE B ALLENÇON	1	79 541,66€
D ENDILE ADVENUE	CORNUAILLE (LA)	1	46.10€
	LOUROUX-BÉCONNAIS (LE)	1	65 422,26€
VAL-DU-LAYON	SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY	-	46.10€
VERNOIL-LE-FOURRIER		1	58 474.30€
VEZINS		2	154 221.24€
VIVY		1	138 325,33€
YZERNAY		1	46,10€
TOTAL		143	6177059€

EXTENSIONS INDIVIDUELLES DU réseau DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		1	2220,22€
ANGRIE		2	62061,19€
ARMAILLÉ		1	46,10€
BEAUCOUZÉ		2	10179,46€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	ANDREZÉ	2	11 954,44€
	GESTÉ	3	50 221,44€
	JALLAIS	1	108888,16€
	PIN-EN-MAUGES (LE)	1	46,10€
	POITEVINIÈRE (LA)	1	5352,27€
BÉCON-LES-GRANITS		1	12215,12€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	THOUARCÉ	2	18222,49€
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	BRÉZÉ	2	44851,57€
	CHACÉ	1	34881,29€
BLAISON-SAINT-SULPICE	BLAISON-GOHIER	2	46 087,58€
	SAINT-SULPICE-SUR-LOIRE	2	26330,87€
BOIS-D'ANJOU (LES)	BRION	2	180 414,22€
	FONTAINE-GUÉRIN	3	196102,13€
BRAIN-SUR-ALLONNES		3	89 976.41 €
BRIOLLAY		1	46.10€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	ALLEUDS (LES)	1	7740.74€
	BRISSAC-QUINCÉ	1	8474,15€
	LUIGNÉ	1	17499.36€
CHALLAIN-LA-POTHERIE	ESIGNE	1	33 422.77€
CHAMPTOCÉ-SUR-LOIRE		3	2186.38€
CHAUDEFONDS-SUR-LAYON		1	13111,54€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHAPELLE-ROUSSELIN (LA)	1	38312.39€
CHEMILLE-LIN-ANJOO	JUMELLIÈRE (LA)	2	8063.26€
	NEUVY-EN-MAUGES	1	14697.99€
	SAINT-LÉZIN	1	22 683.28€
	SALLE-DE-VIHIERS (LA)	1	29 416.82 €
	TOURLANDRY (LA)	1	2698.58€
CHENILLÉ-CHAMPTEUSSÉ	CHAMPTEUSSÉ-SUR-BACONNE	1	25174,73€
CORNILLÉ-LES-CAVES	CHAMIFTEOSSE-SON-BACONNE	1	484.59€
CORZÉ		1	464,37€
COUDRAY-MACOUARD (LE)		1	5836.06€
DENÉE		1	8863,64€
DISTRÉ		2	7929.83€
DOUÉ-EN-ANJOU	CONCOURSON-SUR-LAYON	2	
DUUE-EN-ANJUU	VERCHERS-SUR-LAYON (LES)		35 005,26 € 17 589.09 €
DUDTAL	VERCHERS-SUR-LAYUN (LES)	1	
DURTAL FRANCIS	POUËZE (LA)	2	49 900,38€
ERDRE-EN-ANJOU	, ,	_	128250,20€
ÉTRICHÉ	VERN-D'ANJOU	1	14998,68€
		1	26467,06€
FONTEVRAUD-L'ABBAYE	CAINT IFAN DEC MAIN/DETC	1	46,10€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	SAINT-JEAN-DES-MAUVRETS	1	46,10€
GENNES-VAL-DE-LOIRE	CHÊNEHUTTE-TRÈVES-CUNAULT	1	54841,54€
	GENNES	4	26534,04€
	GRÉZILLÉ	2	36458,17€
	SAINT-MARTIN-DE-LA-PLACE	1	12705,65€
	ST-GEORGES-DES-SEPT-VOIES	1	46,10€
	THOUREIL (LE)	1	46,10€
GREZ-NEUVILLE	. 44	1	11 050,31€
HUILLÉ-LÉZIGNÉ	LÉZIGNÉ	1	29 095,08€
INGRANDES- LE-FRESNE-SUR-LOIRE	FRESNE-SUR-LOIRE (LE)	1	46,10€
	INGRANDES-SUR-LOIRE	1	46,10€
JAILLE-YVON (LA)		2	61 277,27€

		Nb	Montant
Commune	Commune déléguée	op.	Total HT
LION-D'ANGERS (LE)		1	46,10€
LOIRE-AUTHION	BAUNÉ	1	46,10€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	SAINT-MATHURIN-SUR-LOIRE MEIGNANNE (LA)	1	25 620,98€ 46.10€
LONGOENEE-EN-ANJOO	MEMBROLLE-	-	
	SUR-LONGUENÉE (LA)	1	13 297,67€
LOURESSE-ROCHEMENIER		2	6238,35€
MAUGES-SUR-LOIRE	BOTZ-EN-MAUGES	1	1774,26€
	BOURGNEUF-EN-MAUGES	1	11 929,58€
	MARILLAIS (LE) MESNIL-EN-VALLÉE (LE)	1	10139,34€
	POMMERAYE (LA)	1	27878,52€ 149218,05€
	SAINT-FLORENT-LE-VIEIL	3	26490.84€
	SAINT-LAURENT-DE-LA-PLAINE	1	46.10€
MAZIÈRES-EN-MAUGES	STATE DISTRICT DE DETECTION	2	48945.51€
MÉNITRÉ (LA)		1	6823,64€
MONTILLIERS		1	37120,35€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	CHAUDRON-EN-MAUGES	1	14610,69€
	CHAUSSAIRE (LA)	1	13 929,41€
	FUILET (LE)	1	6958,86€
	SAINT-RÉMY-EN-MAUGES	1	14354,68€
	SALLE-ET-CHAPELLE-AUBRY (LA)	1	9293,86€
	PUISET-DORÉ (LE)	1	12556,17€
MORANNES-SUR-SARTHE- DAUMERAY	DAUMERAY	1	12011,30€
	MORANNES	1	46,10€
MOZÉ-SUR-LOUET		3	44764,38€
MÛRS-ÉRIGNÉ		1	14570,02€
NEUILLÉ		2	28406,14€
OMBRÉE-D'ANJOU	CHAPELLE-HULLIN (LA)	1	11 042,48€
	CHAZÉ-HENRY	1	46,10€
	COMBRÉE POUANCÉ	2	92,20€ 5402,00€
ORÉE-D'ANJOU	LANDEMONT	1	46,10€
ONLE-D ANSOO	LIRÉ	3	56950.01€
	VARENNE (LA)	1	12751,37€
PLAINE (LA)	, u. ((((((((((_	1	368,77€
POSSONNIÈRE (LA)		1	41 562,67€
PUY-NOTRE-DAME (LE)		2	119539,07€
RAIRIES (LES)		1	20 435,40€
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	SOUCELLES	1	1894,13€
	VILLEVÊQUE	2	26855,87€
ROCHEFORT-SUR-LOIRE		1	19611,90€
ROMAGNE (LA)		3	22 589,55€
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS		1	7475,89€
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU		2	95513,95€
SAINT-LÉGER-DE-LINIÈRES	SAINT-JEAN-DE-LINIÈRES	1	46,10€
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX	SAINT-LÉGER-DES-BOIS	5 1	19412,73€ 14151.04€
SAVENNIÈRES		1	46,10€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	AVIRÉ	1	46,10€
SESTE EN ANSON BEES	BOURG-D'IRÉ (LE)	1	46,10€
	FERRIÈRE-DE-FLÉE (LA)	1	14262,86€
	LOUVAINES	1	41 217,47€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	20 093,50€
	NYOISEAU	1	11 616,89€
SÉGUINIÈRE (LA)		1	46,10€
SEICHES SUR-LE-LOIR		2	17216,35€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
SÈVREMOINE	RENAUDIÈRE (LA)	1	16466,77€
	SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	4	52781,64€
	TILLIÈRES	1	46,10€
SOULAIRE-ET-BOURG		1	46,10€
TERRANJOU	CHAVAGNES-LES-EAUX	3	29 721,47€
	MARTIGNÉ-BRIAND	1	46,10€
	NOTRE-DAME-D'ALLENÇON	1	33 594,16€
THORIGNÉ-D'ANJOU		1	14956,80€
TOUTLEMONDE		1	10235,12€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
VAL-D'ERDRE-AUXENCE	VILLEMOISAN	1	36779,25€
VAL-DU-LAYON	SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY	2	7283,29€
VARENNES-SUR-LOIRE		1	14993,92€
VERNANTES		1	46,10€
VERRIE		1	46,10€
VIVY		2	35498,96€
YZERNAY		1	45 291,56€
TOTAL		182	3066564€

EXTENSIONS COLLECTIVES DU réseau DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

		NU.	Montont
Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		1	20715,55€
BEAUFORT-EN-ANJOU	BEAUFORT-EN-VALLÉE	1	43 949,60€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	BEAUPRÉAU	1	11896,47€
	GESTÉ	2	73 598,66€
	VILLEDIEU-LA-BLOUÈRE	3	129 425,72€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	FAVERAYE-MÂCHELLES	1	53 884,58€
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	CHACÉ	1	45331,91€
BLAISON-SAINT-SULPICE	BLAISON-GOHIER	1	46,10€
BOIS-D'ANJOU (LES)	FONTAINE-GUÉRIN	1	46,10€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	BRISSAC-QUINCÉ	1	46,10€
CANTENAY-ÉPINARD		1	34401,56€
CHEFFES		1	46,10€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHAPELLE-ROUSSELIN (LA)	1	7414,74€
	CHEMILLÉ	2	92,20€
	MELAY	1	46,10€
	TOURLANDRY (LA)	1	32144,11€
DENÉE		1	6563,28€
DISTRÉ		1	7501,16€
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	4	36771,67€
ÉCUILLÉ		1	19 475,47€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	JUIGNÉ-SUR-LOIRE	2	95129,45€
	SAINT-JEAN-DES-MAUVRETS	2	92,20€
GENNES-VAL-DE-LOIRE	CHÊNEHUTTE-TRÈVES- CUNAULT	1	46,10€
	GENNES	1	2305,84€
HAUTS-D'ANJOU (LES)	CHÂTEAUNEUF-SUR-SARTHE	1	10919,53€
HUILLÉ-LÉZIGNÉ	LÉZIGNÉ	1	46,10€
LION-D'ANGERS (LE)		1	2662,71€
LOIRE-AUTHION	BRAIN-SUR-L'AUTHION	1	47011,84€
	CORNÉ	2	29 958,30€
LONGUÉ-JUMELLES		3	174200,97€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	MEMBROLLE-SUR- LONGUENÉE (LA)	2	195 677,63€
	PRUILLÉ	1	71 152,56€
MAUGES-SUR-LOIRE	MONTJEAN-SUR-LOIRE	1	46,10€
	POMMERAYE (LA)	1	46,10€
MAY-SUR-ÈVRE (LE)		1	20 634,95€
MAZÉ-MILON	MAZÉ	2	65 958,97€
MONTILLIERS		1	11111,45€
MONTREUIL-JUIGNÉ		2	33 005,47€
MONTREUIL-SUR-LOIR		2	13 669,46€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	FUILET (LE)	3	26936,72€
	SAINT-PIERRE-MONTLIMART	1	88837,25€
MÛRS-ÉRIGNÉ		3	39399,38€
OMBRÉE-D'ANJOU	COMBRÉE	1	46,10€
	PRÉVIÈRE (LA)	1	21 253,88€
ORÉE-D'ANJOU	CHAMPTOCEAUX	2	30378,41€
	LIRÉ	1	76 670,75€
	SAINT-SAUVEUR- DE-LANDEMONT	1	46,10€
ORÉE-D'ANJOU	VARENNE (LA)	1	46,10€
PLAINE (LA)		1	24076,30€
PLESSIS-GRAMMOIRE (LE)		1	46,10€
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	SOUCELLES	3	10411,73€
ROCHEFORT-SUR-LOIRE		1	46,10€
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU		2	22013,40€
SAINT-CHRISTOPHE-DU-BOIS		1	10557,87€
SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE		2	98943,82€
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		2	92,20€
SAINT-LÉGER-DE-LINIÈRES	SAINT-JEAN-DE-LINIÈRES	1	46,10€
	SAINT-LÉGER-DES-BOIS	3	9193,56€
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX		1	46,10€
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		1	68498,14€
SAINT-PHILBERT-DU-PEUPLE		1	13 645,12€
SAVENNIÈRES		1	94687,64€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	HÔTELLERIE-DE-FLÉE (L')	1	12892,81€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	46,10€
	SAINTE-GEMMES-D'ANDIGNÉ	1	46,10€
	SEGRÉ	3	199 751,57€
SÈVREMOINE	SAINT-ANDRÉ-DE-LA-MARCHE	1	46,10€
	SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	2	92,20€
	SAINT-MACAIRE-EN-MAUGES	2	8518,77€
	TORFOU	1	250 284,72€
SOULAIRE-ET-BOURG		1	46,10€
TIERCÉ		2	92,20€
TUFFALUN	AMBILLOU-CHÂTEAU	2	59957,12€
VAL-DU-LAYON	SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY	1	46,10€
VARRAINS		1	15764,46€
VERNANTES		3	74226,70€
VIVY		1	64838,80€
TOTAL		113	2 619 641€

sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ANGRIE		1	54658,29€
ARMAILLÉ		1	88725,52€
BAUGÉ-EN-ANJOU	FOUGERÉ	1	46,10€
BEAUFORT-EN-ANJOU	GÉE	1	84027,49€
BEAULIEU-SUR-LAYON		2	50799,72€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	GESTÉ	1	41 715,02€
	JALLAIS	1	46,10€
	SAINT-PHILBERT-EN-MAUGES	1	66 670,37€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	CHAMP-SUR-LAYON	1	106125,27€
	FAYE-D'ANJOU	1	23 615,87€
	THOUARCÉ	2	93 133,65€
BOIS-D'ANJOU (LES)	BRION	2	138901,25€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	CHARCÉ-SAINT-ELLIER- SUR-AUBANCE	1	92579,32€
	CHEMELLIER	1	95151,64€
	SAINT-RÉMY-LA-VARENNE	1	65919,77€
	SAINT-SATURNIN-SUR-LOIRE	1	87092,52€
	SAULGÉ-L'HÔPITAL	1	5832,43€
	VAUCHRÉTIEN	1	12437,07€
CHANTELOUP-LES-BOIS		1	22 247,68€
CHAZÉ-SUR-ARGOS		1	23 730,69€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	JUMELLIÈRE (LA)	1	31 520,03€
	VALANJOU	1	69918,45€
CORON		1	4164,12€
CORZÉ		1	322,67€
DENEZÉ-SOUS-DOUÉ		1	76112,80€
DOUÉ-EN-ANJOU	CONCOURSON-SUR-LAYON	1	368,77€
DURTAL		2	32987,16€
ERDRE-EN-ANJOU	POUËZE (LA)	3	23 099,96€
FENEU		1	2412,87€
FONTEVRAUD-L'ABBAYE		1	29 046,16€
GENNES-VAL-DE-LOIRE	GENNES	1	44702,50€
	SAINT-MARTIN-DE-LA-PLACE	2	24133,42€
HAUTS-D'ANJOU (LES)	CONTIGNÉ	1	46,10€
111111 L É L ÉZIONÉ	MARIGNÉ	2	37 634,67€
HUILLÉ-LÉZIGNÉ	HUILLÉ	1	322,67€
INGRANDES- LE-FRESNE-SUR-LOIRE	INGRANDES-SUR-LOIRE	1	4365,55€
JAILLE-YVON (LA)		1	46,10€
JARZÉ-VILLAGES	BEAUVAU	1	121 126,82€
	JARZÉ	1	34900,81€
	LUÉ-EN-BAUGEOIS	2	92,20€
JUVARDEIL	DOUALLE (LA)	1	21 850,58€
LOIRE-AUTHION	BOHALLE (LA)	1	31 128,42€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	SAINT-MATHURIN-SUR-LOIRE	3	111 992,78€
	PLESSIS-MACÉ (LE)	2	161 350,25€
LYS-HAUT-LAYON	CERQUEUX-SOUS- PASSAVANT (LES)	1	46,10€
MANAGE CUR LOIDE	TIGNÉ	1	75 771,46€
MAUGES-SUR-LOIRE	SAINT-FLORENT-LE-VIEIL SAINT-LAURENT-	1	52538,14€
MÉNITRÉ (LA)	DE-LA-PLAINE	4	222 269,29 € 39 380,54 €
MONTREUIL-SUR-MAINE		1	46,10€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	PUISET-DORÉ (LE)	1	63916,65€
MOULIHERNE	I OISEI-DONE (LE)	3	77 995,06€
MOZÉ-SUR-LOUET		2	33164,45€
MUZE-SUR-LUUE1		2	33 104,45€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
NOYANT-VILLAGES	CHIGNÉ	1	26387,22€
	LASSE	1	59 415,82€
OMBRÉE-D'ANJOU	CHAZÉ-HENRY	1	46,10€
	COMBRÉE	1	46,10€
	NOËLLET	1	46,10€
	POUANCÉ	1	322,67€
	PRÉVIÈRE (LA)	1	368,77€
	SAINT-MICHEL-ET-CHANVEAUX	1	46,10€
	TREMBLAY	1	61 889,50€
	VERGONNES	2	113 984,04€
ORÉE-D'ANJOU	BOUZILLÉ	1	15804,12€
	DRAIN	1	40 687,91€
	LANDEMONT	1	18292,06€
	LIRÉ	2	90 238,41 €
	SAINT-SAUVEUR-DE- LANDEMONT	2	76788,67€
PLAINE (LA)		2	414,87€
POSSONNIÈRE (LA)		1	24999,03€
PUY-NOTRE-DAME (LE)		1	103417,93€
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	SOUCELLES	1	98816,88€
	VILLEVÊQUE	3	160137,98€
ROU-MARSON		1	6185,71€
SAINT-CLÉMENT-DE-LA-PLACE		1	8108,07€
SAINT-LÉGER-DE-LINIÈRES	SAINT-JEAN-DE-LINIÈRES	1	48 669,45€
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX		2	182887,71€
SAVENNIÈRES		1	142 083,87€
SCEAUX-D'ANJOU SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	AVIRÉ	1	40115,88€ 46.10€
SEGRE-EN-ANJOU-BLEU	FERRIÈRE-DE-FLÉE (LA)	1	13118.85€
	HÔTELLERIE-DE-FLÉE (L')	1	46.10€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	19 239.97€
	NYOISEAU	1	46.10€
	SAINT-MARTIN-DU-BOIS	1	322.67€
	SAINT-SAUVEUR-DE-FLÉE	1	322,67€
SEICHES SUR-LE-LOIR		1	28801,52€
SÈVREMOINE	MONTFAUCON-MONTIGNÉ	2	11872,70€
	RENAUDIÈRE (LA)	1	22119,60€
	ROUSSAY	1	119329,78€
	SAINT-CRESPIN-SUR-MOINE	1	53390,03€
	TORFOU	1	44546,20€
SOMLOIRE		1	46,10€
SOULAINES-SUR-AUBANCE		1	21 490,96€
SOULAIRE-ET-BOURG		1	53 431,22€
TERRANJOU	NOTRE-DAME-D'ALLENÇON	2	107356,81€
TUFFALUN	AMBILLOU-CHÂTEAU	1	103 979,07€
	LOUERRE	1	23 633,48€
ULMES		1	23 560,45€
VAL-D'ERDRE-AUXENCE	CORNUAILLE (LA)	1	53 596,18€
	LOUROUX-BÉCONNAIS (LE)	1	46,10€
VARENNES-SUR-LOIRE		1	46,10€
VARRAINS		1	32 044,66€
VAUDELNAY		1	46,10€
VERNANTES		2	116965,00€
VEZINS		2	98709,48€
YZERNAY		1	46,10€
TOTAL		136	4850630€

Effacement des réseaux de distribution publique, d'éclairage public et de télécom

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		1	1809,74€
ANGERS		11	1496551,12€
ARTANNES-SUR-THOUET		2	57 222,60€
AVRILLÉ		1	46,10€
BAUGÉ-EN-ANJOU	BAUGÉ	5	298 384,10€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	BEAUPRÉAU	1	241 720,64€
	CHAPELLE-DU-GENÊT (LA)	1	86 381,32€
	GESTÉ	1	5 694,53€
	PIN-EN-MAUGES (LE)	1	23 848,28€
	VILLEDIEU-LA-BLOUÈRE	1	46,10€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	FAVERAYE-MÂCHELLES	1	446 485,69€
BRAIN-SUR-ALLONNES		1	73 062,49€
BRIOLLAY		1	325 341,53€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	SAINT-RÉMY-LA-VARENNE	2	92,20€
CHALONNES-SUR-LOIRE		1	46,10€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHAPELLE-ROUSSELIN (LA)	1	141 223,17€
CHOLET		2	348 168,67€
CLÉRÉ-SUR-LAYON		1	46,10€
CORON		1	287 763,05€
COUDRAY-MACOUARD (LE)		1	112 142,40€
DISTRÉ		1	46,10€
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	2	369 960,45€
DURTAL		5	752 402,91€
ÉCUILLÉ		1	137 432,74€
ERDRE-EN-ANJOU	POUËZE (LA)	1	441 005,96€
	VERN-D'ANJOU	1	9 196,76€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	SAINT-JEAN-DES-MAUVRETS	1	128 285,01€
GENNES-VAL-DE-LOIRE	GENNES	1	46,10€
HAUTS-D'ANJOU (LES)	CHAMPIGNÉ	1	46,10€
INGRANDES- LE-FRESNE-SUR-LOIRE	INGRANDES-SUR-LOIRE	1	1 082,35€
JARZÉ-VILLAGES	JARZÉ	1	322,67€
LOIRE-AUTHION	BRAIN-SUR-L'AUTHION	2	193 451,88€
LONGUÉ-JUMELLES		1	4 308,61€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	MEIGNANNE (LA)	1	103 425,12€
	MEMBROLLE-SUR- LONGUENÉE (LA)	1	46,10€
LOURESSE-ROCHEMENIER		1	46,10€
LYS-HAUT-LAYON	CERQUEUX-SOUS- PASSAVANT (LES)	3	592 357,33€
	VIHIERS	1	46,10€
MAUGES-SUR-LOIRE	SAINT-FLORENT-LE-VIEIL	1	281 814,94€
MAULÉVRIER		2	171 218,00€
MAY-SUR-ÈVRE (LE)		1	46,10€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MAZÉ-MILON	MAZÉ	1	46,10€
MIRÉ		2	53 972,18€
MONTILLIERS		1	165 271,78€
MONTREUIL-JUIGNÉ		2	224 053,49€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	CHAUSSAIRE (LA)	1	46,10€
	FIEF-SAUVIN (LE)	1	46,10€
	SAINT-RÉMY-EN-MAUGES	1	46,10€
MOULIHERNE		1	46,10€
NOYANT-VILLAGES	NOYANT	1	173 749,69€
OMBRÉE-D'ANJOU	CHAZÉ-HENRY	1	46,10€
	GRUGÉ-L'HÔPITAL	1	46,10€
	POUANCÉ	1	46,10€
	VERGONNES	1	46,10€
ORÉE-D'ANJOU	SAINT-CHRISTOPHE- LA-COUPERIE	1	112,88€
	SAINT-LAURENT-DES-AUTELS	1	1 497,93€
PLESSIS-GRAMMOIRE (LE)		1	46,10€
PONTS-DE-CÉ (LES)		3	223 952,56€
PUY-NOTRE-DAME (LE)		1	46,10€
ROU-MARSON		1	123 640,28€
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU		1	46,10€
SAINT-CLÉMENT-DES-LEVÉES		1	1 894,13€
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		1	11 428,29€
SAINTE-GEMMES-SUR-LOIRE		1	382 267,37€
SAUMUR		3	375 664,79€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	FERRIÈRE-DE-FLÉE (LA)	1	364 068,00€
	SAINT-MARTIN-DU-BOIS	1	58 985,95€
	SEGRÉ	3	434 012,72€
SÉGUINIÈRE (LA)		1	46,10€
SEICHES-SUR-LE-LOIR		2	21 177,22€
SÈVREMOINE	MONTFAUCON-MONTIGNÉ	1	46,10€
	SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	1	46,10€
	TILLIÈRES	1	443 848,24€
	TORFOU	1	46,10€
SOMLOIRE		1	46,10€
TERRANJOU	MARTIGNÉ-BRIAND	1	609 433,03€
TRÉLAZÉ		1	46,10€
TUFFALUN	AMBILLOU-CHÂTEAU	5	17 011,39€
VERNOIL-LE-FOURRIER		2	127 172,97€
VERRIÈRES-EN-ANJOU	PELLOUAILLES-LES-VIGNES	2	86 457,92€
VIVY		1	66 119,49€
TOTAL		122	11099285€

EXTENSIONS DU réseau D'éclairage public

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		2	7723,56€
ANGERS		2	430 685,12€
AVRILLÉ		1	60122,55€
BAUGÉ-EN-ANJOU	BAUGÉ	3	292340,23€
BEAULIEU-SUR-LAYON		3	6535,45€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	ANDREZÉ	2	34844,39€
	BEAUPRÉAU	1	10401,44€
	GESTÉ	2	21 847,05€
	JALLAIS	3	57576,45€
	PIN-EN-MAUGES (LE)	1	10939,59€
	VILLEDIEU-LA-BLOUÈRE	1	8800,14€
BELLEVIGNE-EN-LAYON		1	25873,01€
	FAVERAYE-MÂCHELLES	1	5446,00€
	FAYE-D'ANJOU	1	13 453,27€
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	CHACÉ	1	12 643,67€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	BRISSAC-QUINCÉ	1	23 991,63 €
CANDÉ		1	195,23€
CANTENAY-ÉPINARD		1	5400,33€
CHALONNES-SUR-LOIRE		1	10930,19€
CHEFFES		1	2 285,71 €
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHEMILLÉ	4	71 539,68€
	SALLE-DE-VIHIERS (LA)	1	3757,87€
	TOURLANDRY (LA)	1	6147,54€
	VALANJOU	2	30 033,50€
CHOLET		1	56006,72€
CORON		1	5477,96€
CORZÉ		1	18231,39€
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	1	95 460,28€
DURTAL		2	68 038,31€
ÉCOUFLANT		2	17810,47€
ÉCUILLÉ		2	17162,28€
FENEU		1	74068,83€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	JUIGNÉ-SUR-LOIRE	2	8591,10€
GENNES-VAL-DE-LOIRE	SAINT-MARTIN-DE-LA-PLACE	1	2670,55€
HUILLÉ-LÉZIGNÉ	LÉZIGNÉ	1	11 441,72€
INGRANDES- LE-FRESNE-SUR-LOIRE	INGRANDES-SUR-LOIRE	1	1 296,46€
JUVARDEIL		1	4575,04€
LOIRE-AUTHION	BRAIN-SUR-L'AUTHION	3	126028,62€
	CORNÉ	3	14628,36€
	DAGUENIÈRE (LA)	1	86713,74€
LONGUÉ-JUMELLES		3	46 061,00€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	MEMBROLLE-SUR- LONGUENÉE (LA)	3	94519,39€
	PLESSIS-MACÉ (LE)	1	5302,80€
LYS-HAUT-LAYON	CERQUEUX-SOUS- PASSAVANT (LES)	1	80 905,45€
	TIGNÉ	1	37012,56€
MAUGES-SUR-LOIRE	BEAUSSE	1	15597,64€
	BOURGNEUF-EN-MAUGES	1	22 493,12€
	MONTJEAN-SUR-LOIRE	1	600,50€
	POMMERAYE (LA)	1	1743,11€
	SAINT-FLORENT-LE-VIEIL	4	128565,25€
	SAINT-LAURENT-DE- LA-PLAINE	1	1771,02€
	SAINT-LAURENT-DU-MOTTAY	1	8479,63€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MAULÉVRIER		1	61 907,95€
MAY-SUR-ÈVRE (LE)		2	5339,51€
MAZÉ-MILON	MAZÉ	1	20180,27€
MAZIÈRES-EN-MAUGES		2	11888,80€
MIRÉ		2	36142,89€
MONTILLIERS		1	3071,09€
MONTREUIL-JUIGNÉ		1	15 455,87€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	BOISSIÈRE-SUR-ÈVRE	1	1 487,99€
	FUILET (LE)	1	9145,27€
	PUISET-DORÉ (LE)	2	10323,10€
	SAINT-PIERRE-MONTLIMART	4	152 036,01€
	SAINT-RÉMY-EN-MAUGES	2	225,76€
	SALLE-ET-CHAPELLE- AUBRY (LA)	1	11 407,85€
MÛRS-ÉRIGNÉ		1	910,63€
NOYANT-VILLAGES	NOYANT	1	124130,16€
OMBRÉE-D'ANJOU	COMBRÉE	1	4222,41€
	PRÉVIÈRE (LA)	1	20 926,61 €
ORÉE-D'ANJOU	CHAMPTOCEAUX	1	12467,10€
	DRAIN	1	1704,07€
	LIRÉ	3	30 435.38€
	VARENNE (LA)	1	102.88€
PLAINE (LA)		1	7228,44€
PONTS-DE-CÉ (LES)		1	9 003.80€
POSSONNIÈRE (LA)		2	174363.19€
PUY-NOTRE-DAME (LE)		1	2284,42€
RAIRIES (LES)		2	8856.06€
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	VILLEVÊQUE	2	36112,39€
ROMAGNE (LA)		1	29 820.02€
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU		3	44791,74€
SAINT-CLÉMENT-DE-LA-PLACE		1	2183,33€
SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE		2	5613,23€
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		3	20 029,98€
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		4	125018,18€
SAINTE-GEMMES-SUR-LOIRE		1	31 955,89€
SAVENNIÈRES		3	15282,00€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	HÔTELLERIE-DE-FLÉE (L')	1	765,67€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	919,95€
	SEGRÉ	1	10211,52€
SÈVREMOINE	LONGERON (LE)	1	72140,17€
	ROUSSAY	2	11 904,91€
	SAINT-CRESPIN-SUR-MOINE	1	43 774,98€
	TORFOU	1	11816,50€
SOULAIRE-ET-BOURG		1	11 415,01€
TIERCÉ		1	48016,23€
TUFFALUN	AMBILLOU-CHÂTEAU	4	71 350,19€
VAL-DU-LAYON	SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY	1	11118,96€
VERNANTES		1	21 249,98€
VERNOIL-LE-FOURRIER		1	24387.49€
VERRIÈRES-EN-ANJOU	SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU	1	39889,80€
VIVY		2	113 600,09€
YZERNAY		1	3344,56€
TOTAL		160	

Rénovation du réseau D'éclairage public

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
BAUGÉ-EN-ANJOU	BAUGÉ	1	11 914,10€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	BEAUPRÉAU	1	31 425,24€
	CHAPELLE-DU-GENÊT (LA)	1	39887,53€
	GESTÉ	1	30195,55€
	JALLAIS	1	42176,84€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	RABLAY-SUR-LAYON	1	16103,92€
	THOUARCÉ	1	14564,96€
BLAISON-SAINT-SULPICE	BLAISON-GOHIER	1	12281,57€
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE		2	129 765,38€
CANDÉ		1	71 384,50€
CHALONNES-SUR-LOIRE		1	38716,86€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHEMILLÉ	1	79 052,96€
	SAINT-GEORGES-DES-GARDES	1	49 791,53€
CHOLET		1	204160,90€
CORON		1	33165,53€
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	1	36 645,09€
ERDRE-EN-ANJOU	VERN-D'ANJOU	1	15459,69€
FONTEVRAUD-L'ABBAYE		1	28 525,73€
HAUTS-D'ANJOU (LES)	CHÂTEAUNEUF-SUR-SARTHE	1	61 289,35€
LION-D'ANGERS (LE)	LION-D'ANGERS (LE)	1	41 475,08€
LYS-HAUT-LAYON	VIHIERS	1	23 491,71 €
MAUGES-SUR-LOIRE		1	28 626,81 €
MAZÉ-MILON	MAZÉ	2	118267,09€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MÉNITRÉ (LA)		1	17231,38€
MONTREUIL-SUR-LOIR		1	19324,33€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE		1	55 605,09€
OMBRÉE-D'ANJOU	COMBRÉE	1	14155,74€
	POUANCÉ	2	167136,98€
ORÉE-D'ANJOU		1	168 030,73€
ROCHEFORT-SUR-LOIRE		1	22346,90€
SAINT-PAUL-DU-BOIS		1	14974,94€
SCEAUX-D'ANJOU		1	9023,79€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	LOUVAINES	1	12703,10€
	NOYANT-LA-GRAVOYÈRE	1	49 947,10€
SÉGUINIÈRE (LA)		1	19 580,53€
SÈVREMOINE	SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE	1	62855,77€
	SAINT-MACAIRE-EN-MAUGES	1	102949,26€
	TORFOU	1	34208,92€
TERRANJOU	MARTIGNÉ-BRIAND	1	14132,30€
THORIGNÉ-D'ANJOU		1	25330,40€
TRÉMENTINES		1	8380,31€
VERNOIL-LE-FOURRIER		1	36040,00€
VIVY		1	6766,13€
YZERNAY		1	73 360,31 €
TOTAL		47	2092451€

EXTENSIONS Du réseau Télécom

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
ALLONNES		1	5929,58€
BAUGÉ-EN-ANJOU	BAUGÉ	2	17253,10€
BEAUPRÉAU-EN-MAUGES	BEAUPRÉAU	1	7577,70€
	GESTÉ	1	16598,81€
	VILLEDIEU-LA-BLOUÈRE	1	13 550,24€
BELLEVIGNE-EN-LAYON	FAVERAYE-MÂCHELLES	1	22839,97€
BRAIN-SUR-ALLONNES		1	6873,13€
CANTENAY-ÉPINARD		1	16963,12€
CHEMILLÉ-EN-ANJOU	CHEMILLÉ	1	5509,19€
	TOURLANDRY (LA)	1	12058,54€
CHOLET		1	42700,15€
DENÉE		1	2240,38€
DISTRÉ		2	6927,91€
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	1	4677,78€
ÉCUILLÉ		1	14453,21€
FENEU		1	2386,15€
GARENNES-SUR-LOIRE (LES)	JUIGNÉ-SUR-LOIRE	2	34504,10€
LOIRE-AUTHION	BRAIN-SUR-L'AUTHION	1	29 015,00€
	CORNÉ	1	12968,12€
LONGUÉ-JUMELLES		1	43 724,46€
LONGUENÉE-EN-ANJOU	MEMBROLLE-SUR- LONGUENÉE (LA)	2	67758,02€

Commune	Commune déléguée	Nb op.	Montant Total HT
MAY-SUR-ÈVRE (LE)		1	13 622,25€
MAZÉ-MILON	MAZÉ	1	31 708,57€
MAZIÈRES-EN-MAUGES		1	9564,21€
MONTILLIERS		1	6965,37€
MONTREVAULT-SUR-ÈVRE	SAINT-PIERRE-MONTLIMART	2	44 705,63€
OMBRÉE-D'ANJOU	PRÉVIÈRE (LA)	1	6474,32€
ORÉE-D'ANJOU	LIRÉ	1	15205,90€
PLAINE (LA)		1	8044,18€
POSSONNIÈRE (LA)		1	3944,43€
SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE		1	28973,49€
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		2	3105,37€
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		1	24003,81€
SEGRÉ-EN-ANJOU-BLEU	HÔTELLERIE-DE-FLÉE (Ľ)	1	3239,18€
	SEGRÉ	1	25963,58€
SÈVREMOINE	TORFOU	1	41 825,30€
TUFFALUN	AMBILLOU-CHÂTEAU	1	19985,69€
VAL-DU-LAYON	SAINT-LAMBERT-DU-LATTAY	1	2417,09€
VERNANTES		1	22791,24€
VIVY		1	9 086,86€
	CHACÉ	1	15976,97€
TOTAL		47	724112€

Bee 2030

	Communes	SESSION 1	Montant	
Demandeurs	Communes où se situe le projet	Opérations subventionnées	Montant (HT)	Subvention
BAUGÉ	BAUGÉ-EN-ANJOU	Rénovation thermique > Maison du citoyen connecté	618436€	€ 000 08
CHAZÉ-SUR-ARGOS		Rénovation thermique > Salle polyvalente du Rocher	371 900 €	104544€
COUDRAY-MACOUARD (LE)		Rénovation thermique > Logement de l'école	168916€	35 723 €
DURTAL		Rénovation thermique > Tiers-lieu	1802771€	130 000 €
		Énergie renouvelable > Tiers-lieu	172 000 €	32 270 €
		Rénovation thermique > Resto du cœur	85 200 €	37862€
ÉCOUFLANT		Bâtiment passif > Relais de Provins	1 099 364, €	42 600 €
		Rénovation thermique > Complexe sportif d'Éventard	2472145€	130 000 €
LANDE-CHASLES (LA)		Rénovation thermique > Logement de Blou	81 872 €	12 220 €
LONGUÉ-JUMELLES		Rénovation thermique > Gymnase Tête Noire	130 000 €	73 760 €
MAY-SUR-ÈVRE (LE)		Rénovation thermique > École maternelle	139 225 €	50 000 €
MONTREUIL-SUR-MAINE		Renforcement structure > Mairie	2725€	1 635 €
MOULIHERNE SAINT-CHRISTOPHF-DU-BOIS		Rénovation thermique > Cantine	86 650 €	27 170 €
	VEDDIÈDEC EN ANION	Energie renouvelable > Mairie	28132€	11 925 €
SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU	VERRIÈRES-EN-ANJOU LONGUÉ-JUMELLES	Rénovation thermique > Locaux police municipale	525 062 €	17600,00€
SAUMUR VAL DE LOIRE	LUNGUE-JUMELLES	Énergie renouvelable > Médiathèque	265700€	31 170,00 €
SOUCELLES	RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	Rénovation thermique > Médiathèque	2027311 € 725000 €	82 096 €
SOULAINES-SUR-AUBANCE	RIVES-DU-LUIK-EN-ANJUU	Rénovation thermique > Mairie Rénovation thermique > Maison d'assistantes maternelles / bureaux	725 000 € 521 000 €	56 026 €
TOUTLEMONDE		Rénovation thermique > Salle de sports	957172€	80 000 €
TOOTLEMONDE			957172€ 68139€	10 000 €
VIHIERS	LYS-HAUT-LAYON	Renforcement structure > Salle de sports Rénovation thermique > Salle de loisirs	744 200 €	50 000 €
	LIS-HAUI-LAION	Renovation thermique > Satte de toisirs	744200 €	
SOUS-TOTAL 1				1 226 601 €
		SESSION 2		
Demandeurs	Communes où se situe le projet	Opérations subventionnées	Montant (HT)	Subvention
BÉCON-LES-GRANITS		Rénovation Thermique École élémentaire Léonard de Vinci	653 700 €	130 000 €
BELLEVIGNE-EN-LAYON	FAYE-D'ANJOU	Renforcement d'une structure pour la pose d'une installation PV > Salle polyvalente	22 000 €	10 000 €
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	BRÉZÉ	Rénovation thermique > Logement communal	300818€	33 924 €
BRISSAC LOIRE AUBANCE	BRISSAC-QUINCÉ	Rénovation thermique > Salle de l'Aubance	748 000 €	80 000 €
CHALONNES-SUR-LOIRE		Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > Mairie (Aile « las Cases »)	1894065€	146 071 €
DOUÉ-EN-ANJOU	DOUÉ-LA-FONTAINE	Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > École de Douces	1 536 000 €	200 000 €
GENNES-VAL-DE-LOIRE	ROSIERS-SUR-LOIRE (LES)	Rénovation thermique > Salle polyvalente René Sauleau	487 000 €	121 770 €
	GRÉZILLÉ	Rénovation thermique > Logement communal	70 000 €	9 434 €
INGRANDES-LE-FRESNE-SUR-LOIRE	INGRANDES	Rénovation thermique > Future salle multi-activités	315 661 €	81 896 €
MAZIÈRES-EN-MAUGES		Rénovation thermique > Vestiaires du foot	51717€	25350€
MOULIHERNE		Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > École	688 500 €	156 428 €
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	SOUCELLES	Pomme de Reinetté Énergie renouvelable thermique > École Émile-Joulain	200 000 €	20 000 €
	SOUCELLES	Renforcement d'une structure pour la pose d'une installation PV >		
ROU-MARSON		Atelier communal	60 000 €	6094€
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS		Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > Mairie	370 260 €	52756€
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU		Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > Écocomplexe Cressonnière	5139132€	159 000 €
		Renforcement d'une structure pour la pose d'une installation PV > Éco-complexe Cressonnière		10 000 €
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE		Énergie renouvelable thermique > Mairie et espace George Sand	492120€	31 330 €
		Énergie renouvelable thermique > Groupe scolaire	871 120 €	90 000 €
SAVENNIÈRES		Rénovation thermique > Salle du Fresne	1 039 000 €	80 000 €
SCEAUX-D'ANJOU		Rénovation thermique > Mairie	779 137 €	41 040 €
SOULAINES-SUR-AUBANCE		Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > Gîte	515593€	37100€
		communal Rénovation thermique, énergie renouvelable thermique > École Nicolas Condorcet	570 000 €	100 000 €
VAL D'ERDRE-AUXENCE	LOUROUX-RÉCONNAIS (LE	Rénovation thermique > École élémentaire R. Goscinny	2652000€	130 000 €
VARENNES-SUR-LOIRE	ESONOSA-DEGONINAIS (LE)	Rénovation thermique > Vestiaires du stade	622 084 €	27720€
		Teneration thermique > restiailes du stade	522 004 T	
SOUS-TOTAL 2				1 779 913 €
TOTAL DES 2 SESSIONS				3 006 514€

conseil en énergie

Collectivité	EPCI	Date début d'accompagnement	État
BEAUCOUZÉ	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/04/2024	Renouvellement
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/03/2024	Renouvellement
BLAISON-SAINT-SULPICE	LOIRE LAYON AUBANCE	01/07/2024	Adhésion
BLOU	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/10/2024	Renouvellement
BOURG-L'ÉVÊQUE	ANJOU BLEU COMMUNAUTÉ	01/03/2024	Adhésion
BRIOLLAY	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/03/2024	Renouvellement
BROSSAY	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/10/2024	Renouvellement
CERNUSSON	AGGLOMÉRATION DU CHOLETAIS	01/11/2024	Renouvellement
CHAZÉ-SUR-ARGOS	ANJOU BLEU COMMUNAUTÉ	01/10/2024	Renouvellement
CHEFFES	ANJOU LOIR ET SARTHE	01/05/2024	Renouvellement
DENÉE	LOIRE LAYON AUBANCE	01/10/2024	Renouvellement
ÉCOUFLANT	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/03/2024	Renouvellement
FENEU	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/06/2024	Renouvellement
FONTEVRAUD-L'ABBAYE	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/12/2024	Renouvellement
HUILLÉ-LÉZIGNÉ	ANJOU LOIR ET SARTHE	01/03/2024	Renouvellement
JUVARDEIL	VALLÉES DU HAUT-ANJOU	01/10/2024	Renouvellement
JAILLE-YVON (LA)	VALLÉES DU HAUT-ANJOU	01/05/2024	Renouvellement
LANDE-CHASLES (LA)	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	02/05/2024	Renouvellement
MÉNITRÉ (LA)	BAUGEOIS VALLÉE	01/04/2024	Renouvellement
COUDRAY-MACOUARD (LE)	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/06/2024	Renouvellement
LONGUÉ-JUMELLES	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/11/2024	Renouvellement
LONGUENÉE-EN-ANJOU	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/09/2024	Renouvellement
LOURESSE-ROCHEMENIER	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/10/2024	Renouvellement
MAUGES COMMUNAUTÉ	MAUGES COMMUNAUTÉ	01/06/2024	Adhésion
MAZÉ-MILON	BAUGEOIS VALLÉE	01/06/2024	Renouvellement
NEUILLÉ	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/03/2024	Renouvellement
ORÉE-D'ANJOU	MAUGES COMMUNAUTÉ	01/12/2024	Renouvellement
PARNAY	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/03/2024	Adhésion
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/07/2024	Renouvellement
ROU-MARSON	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/11/2024	Renouvellement
SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/12/2024	Renouvellement
SAINT-CLÉMENT-DES-LEVÉES	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/03/2024	Renouvellement
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS	LOIRE LAYON AUBANCE	01/04/2024	Adhésion
SAINT-LAMBERT-LA-POTHERIE	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	01/03/2024	Renouvellement
SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET	AGGLOMÉRATION DU CHOLETAIS	01/11/2024	Renouvellement
SCEAUX-D'ANJOU	VALLÉES DU HAUT-ANJOU	01/12/2024	Renouvellement
SOMLOIRE	AGGLOMÉRATION DU CHOLETAIS	01/12/2024	Renouvellement
SOULAINES-SUR-AUBANCE	ANGERS LOIRE MÉTROPOLE	31/01/2024	Renouvellement
TERRANJOU	LOIRE LAYON AUBANCE	01/10/2024	Renouvellement
VAL-D'ERDRE-AUXENCE	VALLÉES DU HAUT-ANJOU	01/05/2024	Renouvellement
VAL-DU-LAYON	LOIRE LAYON AUBANCE	01/09/2024	Renouvellement
VALLÉES DU HAUT-ANJOU	VALLÉES DU HAUT-ANJOU	01/03/2024	Renouvellement
VARENNES-SUR-LOIRE	SAUMUR VAL-DE-LOIRE	01/05/2024	Adhésion
		30, === .	

AUDITS énergétiques

Commune	Commune de l'audit (dont commune déléguée)	Bâtiment audité	Montant audit (HT)	Participation commune (TTC)
AUVERSE	NOYANT-VILLAGES	Groupe scolaire - Garderie - Salle des fêtes	2 462,54 €	1 237,47 €
		Salle des fêtes	1 625,60 €	788,76€
BOUILLÉ-MÉNARD		Mairie - Logement - Services scolaires	2 062,50 €	990,00€
		Salle communale	2 062,50 €	990,00€
BRÉZÉ	BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	École du Chat Perché	2348,50€	1127,28€
COMBRÉE	OMBRÉE-D'ANJOU	Salle des sports Henri Gazeau de Bel Air	2 462,54 €	1 237,47 €
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOIRE LAYON AUBANCE	LOIRE LAYON AUBANCE	Site administratif de Juigné-sur-Loire	2227,55€	1101,50€
DOUÉ-LA-FONTAINE	DOUÉ-EN-ANJOU	Vestiaires de foot - Salle Boissinot	2 062,50 €	990,00€
		Salle René Gouraud	1 666,50 €	799,92€
		Vestiaire rugby - Club house	1 666,50 €	799,92€
DURTAL		Tiers-lieu	2 462,54 €	1 237,47 €
FENEU		Annexe du Bois au Juge	1 666,50 €	799,92€
FONTEVRAUD-L'ABBAYE		Cabinet médical	1 666,50 €	799,92€
LANDE-CHASLES (LA)		Logement Rémouflard - BLOU	1 502,20 €	788,76€
LOUROUX-BÉCONNAIS (LE)	VAL D'ERDRE AUXENCE	Espace culturel l'Argerie	2779,07€	1 237,47 €
MAULÉVRIER		Mairie et salle des fêtes	2524,00€	1211,52€
MAZIÈRES-EN-MAUGES		Vestiaires foot	1 502,20 €	788,76€
MIRÉ		Pharmacie	1 625,60 €	788,76€
MONTILLIERS		Maison commune des loisirs	2779,07€	1237,47€
MOULIHERNE		Cantine	1801,97€	788,76€
MOULIHERNE		Salle associative	1801,97€	788,76€
MOZÉ-SUR-LOUET		Mairie et salles communales	2348,50€	1127,28€
NOTRE-DAME-D'ALLENÇON	TERRANJOU	Groupe scolaire les Goganes	2 062,50 €	990,00€
NUAILLÉ		École publique	2 290,86 €	1101,50€
PARÇAY-LES-PINS	NOYANT-VILLAGES	Musée Jules-Desbois	2 062,50 €	954,52 €
ROMAGNE (LA)		Mairie	2 062,50 €	990,00€
		École maternelle - Périscolaire	2 062,50 €	990,00€
SAINT-CLÉMENT-DE-LA-PLACE		Périscolaire	1 625,60 €	788,76€
		Bâtiment rue de la Corderie	1 666,50 €	799,92€
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		Supérette	1 666,50 €	799,92€
SAINT-SATURNIN-SUR-LOIRE	BRISSAC LOIRE AUBANCE	Salles associatives du Mont Rude	1801,97€	788,76€
		Cantine et salle des fêtes du Mont Rude	2365,97€	1101,50€
SAVENNIÈRES		Salle du Fresne	2011,88€	954,52€
TORFOU	SÈVREMOINE	Gare (rdc, étage, combles) - hors cave	2011,88€	954,52 €
TRÉMENTINES		École maternelle Le Petit Prince	2 062,50 €	990,00€
TOTAL			68 570,12€	33 861,11 €

Amélioration des systèmes existants

Commune	Commune de l'audit (dont commune déléguée)	Bâtiment audité	Montant audit (HT)	Participation commune (TTC)
CANTENAY-ÉPINARD		Bâtiment La Passerelle	3 330,00€	1 536 €
TOTAL			3 330,00 €	1 536 €

ÉTUDES DE faisaBiLité

Commune	Commune de l'audit (dont commune déléguée)	Bâtiment audité	Montant audit (HT)	Participation commune (TTC)
ALLONNES		Réseau de chaleur	14310€	6 868,80€
CANTENAY-ÉPINARD		Bâtiments du centre-bourg	5 650 €	2712,00€
DÉNEZÉ-SOUS-DOUÉ		Mairie - École - Logements	2 470 €	1 185,60 €
DOUÉ-LA-FONTAINE	DOUÉ-EN-ANJOU	Groupe scolaire de Douces	2990€	1 435,20 €
DURTAL		Poste - Logement - Resto du Cœur	2 470 €	1 185,60 €
LÉZIGNÉ	HUILLÉ-LÉZIGNÉ	Salle des fêtes	2 470 €	1 185,60 €
MAZÉ	MAZÉ-MILON	Groupe scolaire	4180€	2 006,40 €
		Restaurant scolaire	4180€	2 006,40 €
MONTIGNÉ-LES-RAIRIES		Mairie/salle du conseil - Bibliothèque	2 470 €	1 185,60 €
MOULIHERNE		Groupe scolaire - Salle associative	2800€	1 344,00 €
NUAILLÉ		École publique La Vallonerie	2800€	1 344,00 €
PARNAY		Mairie et école	2 470 €	1 185,60 €
PLESSIS-MACÉ (LE)	LONGUENÉE-EN-ANJOU	École Le Petit Prince	4180€	2 006,40 €
SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET		Mairie - Pôle culturel	2990€	1 435,20 €
SAVENNIÈRES		Bâtiments communaux centre-bourg	2990€	1 435,20 €
TORFOU	SÈVREMOINE	Gare	2300€	1 104,00 €
TOTAL			61 720 €	29 625,60 €

suivez-nous sur les réseaux sociaux!











9 route de la Confluence ZAC de Beuzon - Écouflant - CS 60145 49001 Angers cedex 01

www.sieml.fr

